

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА BALKANSKA FEDERACIJA
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА FEDERACIONIT BALKANIK
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بالقاز فدراسیونی

Adressez la correspondance à
F. LINDNER, Wien, IX.
 Postamt 72, Postfach No. 377

Paraissant tous les
 1 et 15 du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois ;
 5000 et 60.000 cour. pour l'Autriche
 10 cent et 1 dollar pour tous pays restants

S O M M A I R E

TEXTE FRANÇAIS (353—361)
Dobroudjanski: La politique des tchokoïs roum. en Dobroudja.
K. Di: Sous le régime des Scélérats.
M. Vladimirov: La situation politique en Yougoslavie.
G. Kazanovsky: La situation économique de la Bulgarie.
Stoianoff: Les massacres continuent en Bulgarie.
Le Groupe Féd. Mac. de Paris: A propos de l'assassinat de
 Todor Panitzza.
 Revue de la Presse.

TEXTE ALLEMAND (361—362)
Melingos: Der Kampf um Saloniki.

TEXTE CROATE (362—363)
Janko M. Milić: Sporazum R. R. i nacionalno pitanje u
 Jugoslaviji.

TEXTE BULGARE (363—367)
Г. Казановски: Правителството на палачите продължава
 да избива българския трудов народ.
Добруджански: Политиката на ромънските чокои в
 Добруджа.
А. Неридис: Положението на гърците бежанци.
Петъ: Из дейността на агентите на кръволака Цанков.
М. Ф. Г. Протест.

TEXTE SERBE (367—368)
 Редакција: Наша годишница.
 Расцеп у: X. C. C. (изјаве дисидената)

PARTIE FRANÇAISE

La politique des tchokoïs roumains en Dobroudja

L'oligarchie roumaine mène, dans la Dobroudja du sud occupée par la Bulgarie, par un régime exceptionnel et une terreur militaire et policière, une politique dénationalisatrice systématique. Le sud de la Dobroudja habitée par 300.000 habitants, compte une émigration de 40.000 personnes, ce qui représente 40% de la population totale et apparaît comme une éclatante illustration de la terreur brutale et de l'oppression nationale qu'on y fait régner.

La Dobroudja du sud est régie encore aujourd'hui par des lois spéciales, d'après lesquelles le droit de réunion, la liberté de la parole et de la presse sont strictement limités et directement contrôlés par la Siguranza.

Les écoles villageoises bulgares furent fermées; dans les villes elles furent doptées d'un tel programme qu'il les transformait par la force des choses en écoles roumaines et rendait leur existence future impossible. L'administration des églises est enlevée aux bulgares, et la messe n'est permise que dans les villes. Menacés, beaucoup de prêtres bulgares furent obligés d'émigrer, d'autres furent privés de la sujétion roumaine et expulsés. Un prêtre de village accusé de nationalisme reçut la bastonnade dans la Siguranza de Dobritch et fut jetté à la rue par la fenêtre de la Siguranza.

L'arbitraire, l'illégalité, le pillage des autorités roumaines est sans bornes; la population est traitée en prison-

nière de guerre. L'exploitation médiévale des ouvriers et des paysans persiste; c'est ce qu'on appelle „angaria” — la corvée — sous forme de réquisition du labeur des masses travailleuses, sans indemnité. C'est un moyen auquel recourent très fréquemment les autorités militaires qui, dans les meilleurs cas payent des prix infimes. Ce pillage continu, la terreur de la gendarmerie et de la Siguranza, furent la cause d'une émigration en masses!

Depuis 1914, l'émigration s'effectue par violence, sous peine de la loi de sujétion. D'après cette loi policière tous les habitants doivent prouver leur droit de sujétion roumaine devant une commission judiciaire, malgré que ce droit leur fut reconnu par les traités de paix. Dans cette commission la Siguranza a toujours le dernier mot. Le sujétion roumaine ne fut pas reconnue à beaucoup d'habitants, — aux combattifs et aux éveillés, naturellement — et conformément à cette loi ils étaient expulsés en Bulgarie dans un délai de 24 heures, tandis que leurs biens étaient mis sous séquestre.

Le coup le plus sensible fut porté aux masses paysannes de Dobroudja par la loi sur la propriété foncière, qui nie le droit de propriété, conformément aux lois bulgares en vigueur, et se basant sur la législation turque (la loi sur la propriété foncière de 1858), qui donne le droit à cultiver la terre — le „miri” — mais refuse la „mulk” — la propriété absolue. Pour reconnaître aux paysans le droit de propriété absolue et les pourvoir de titres roumains de possession, le gouvernement roumain exproprie les paysans d'un tiers de leurs terres, sans leur accorder d'indemnité.

Pour s'arroger les droits des sultans féodaux turcs de 1858, il fallait que l'Etat roumain invente cette monstruosité juridique et la votât le 6 avril 1924. Le scandale est d'autant plus grand, que cette loi permet de déposséder d'un tiers de propriétés ceux des possesseurs même pouvant prouver leur droit de propriété par des documents réguliers. Comme 30% des paysans n'ont pas de titres de possession à faire valoir et sont maîtres de leurs terres par „prescription”, — d'après les propriétés paysannes en Bulgarie, — ou bien ils possèdent des documents privés et non-officiels, et en ce cas, en vertu de cette loi votée les terres de cette catégorie seront entièrement expropriées. Des commissions administratives et judiciaires travaillent laborieusement à l'application de cette loi. Les terres expropriées sont considérées comme propriétés de l'Etat. Cette loi prévoit encore un cadastre des biens et l'expropriation des grandes propriétés foncières, qui se fait conformément à la loi sur la réforme agraire, qui est en vigueur dans tout la Roumanie, mais la norme de cette expropriation n'est pas encore déterminée pour la Dobroudja.

La loi sur la propriété est la base sur laquelle l'oligarchie roumaine bâtit sa politique colonisatrice dans la Dobroudja du sud. Après avoir exproprié les paysans, les communes, les églises et les écoles, cette loi fait de l'Etat le possesseur légitime d'une grande étendue de terres sur lesquelles il établit des éléments colonisateurs de l'intérieur de la Roumanie et des coutso-valaques émigrés de la Macédoine grecque. La colonisation de 2.000 familles nouvellement émigrées de la Macédoine est en perspective. L'oligarchie roumaine utilise ces éléments colonisateurs comme des auxiliaires de son appareil d'oppression; elle organise des groupes fascistes dans les villes, et dans les villages une police paysanne. En semant la haine et les rancunes nationales, elle s'efforce s'asseoir sur des bases solides sa politique dénationalisatrice dans la Dobroudja méridionale.

Cette ignoble politique de l'oligarchie roumaine et l'expropriation en masses des terres paysannes, créent incontestablement une grande indignation dans la population. En certains endroits les paysans empêchèrent les commissions d'appliquer cette loi barbare. Cependant les autorités „prévoyantes” avaient renforcé les corps d'armée et de gendarmerie, afin d'assurer le succès aux commissions.

Hommes sans scrupules, les tchokoï roumains inventèrent la dégoûtante provocation que des organisations bolchéviques étaient découvertes, avec des dépôts d'armes en Dobroudja. C'est ainsi qu'au mois de mars ils arrêtaient en masses dans le village Malko Kapnardja, tous les hommes, femmes et enfants du village, qu'ils persécutèrent cruellement. On arrêta à tort et à travers dans plus de dix villages. Plus de 500 personnes furent arrêtées; quelques paysans succombèrent par suite des coups reçus et une soixantaine de personnes se trouvent encore dans les prisons roumaines. Par suite de cette terreur et des brutalités la population est saisie de peur, et de cette manière l'application de la loi sur la propriété fut assurée.

Privés de tous droits, vivant dans un esclavage économique, dépouillés de leurs biens, les dobroudjanais perdirent vite les illusions qu'ils avaient sur les traités de protection des minorités, l'Europe civilisée et la Société des nations.

Pendant sa visite à Bucarest, Tsankoff ne parla que sur le danger bolchévique, rêvant la collaboration militaire et policière; par contre les dobroudjanais reçurent comme cadeau de son voyage l'institution d'une nouvelle Siguranza spéciale sur la côte de la mer Noire, qui a pour tâche, dans l'esprit de ses promoteurs, d'empêcher les bolchéviks de transporter des armes et des munitions en Bulgarie par la Dobroudja.

La cruelle expérience des dobroudjanais ne sera pas vaine; elle leur montre le chemin à suivre.

Le droit d'autodétermination pour la Dobroudja, voilà le mot d'ordre qui réunit les masses dobroudjiennes. Bientôt celles-ci s'engageront hardiment dans la lutte avec les autres peuples balkaniques opprimés, pour la réalisation de la République Fédérative Balkanique, qui assurera à la Dobroudja sa liberté économique et politique.

Le régime barbare des tchokoï roumains les pousse inévitablement et systématiquement vers cette voie.

Le 8 août 1925

Dobroudjanski

Sous le régime des Scélérats

(De notre correspondant de Sofia.)

Les procès: La Cour de Cassation a confirmé la sentence prononcée contre les „conspirateurs” de Gabrovo: G. P. Platchkoff est condamné à mort, les autres accusés à 15 ans de prison. Les pilliers de la banque agrarienne à Tatar-Pazardjik: Tod. Ir. Tchervaroff, St. Kerkenezoff, G. St. Doitchinoff, St. Beïkoff, K. Mravkoff et D. Mravkoff, sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Vingt personnes sont accusées de complicité avec les conspirateurs de Samokov. Le procureur de la Cour de Cassation demande l'aggravation de la sentence contre les conspirateurs d'Ikhtiman et de Samokov. Ayant obtenu la condamnation à mort de sept personnes, il demande la même sentence pour les autres sept. Le procès contre les conspirateurs de Choumen (un des plus grands), se déroulera devant le tribunal départemental de Choumen et non devant le conseil de guerre. Un procès fut commencé contre les recéleurs et les compagnons d'exploits encore vivants du conspirateur St. Ivanoff, tué dans les environs de Sliven. On vient de commencer la révision du procès contre les conspirateurs de Svichtov, au nombre de trente. Le procès contre les recéleurs de Marko Friedmann a commencé aussi, dans lequel deux personnes furent condamnées. Par suite du procès de Barimetchkoff, déjà tué, Sava Slavoff est condamné à la pendaison sur la place publique de l'arrondissement; Metodi Borimetchkoff et Tod. Kralfef, sont condamnés à mort par contumace. Ditka Kralfeva, comme recéleuse est condamnée à 15 ans de prison. Gr. Atanassoff à 4 ans et demi et deux accusés sont acquittés. Le procès contre les agrariens partisans du front-unique est à sa fin; Grantcharoff, Petrini, Iw. Nedeltcheff, Chr. Kossovski, N. Koteff, Iv. Borgoff et M. Guénovski — presque tous tués — sont reconnus coupables. Par suite du procès des conspirateurs de Svistov, sont condamnés à mort Evlagni Damianoff et Stefan Kiroff; Dim. Kotchemidoff est condamné à 15 ans de prison; Jordan Angueloff, Vanko Tchavgoff, Jozo Douloff et Anguel Ilieff, chacun à 12 années et demie de prison; Peter G. Vradjalieff à 10 ans, Danaïl Zlatareff à 4 ans et demi; Siméon Kourtcheff, G. Mirtcheff, Pentcho Arifounoff, Boris Bojinoff et Peter Vassi'eff, chacun à trois ans; G. Alekoff, Yanko Guétsoff, Iw. Mikhaïloff et Pavel Jordanoff, chacun à un an et demi de prison.

Meurtres: Six personnes arrêtées, furent fusillées pour essai de fuite, le 5 juillet dernier, non loin de Samokov. Voici un nouvel exploit des „facteurs irresponsables”, c'est à dire des bandes du gouvernement des professeurs et des généraux, qui continuent toujours à massacrer les ouvriers et les paysans.

Le 13 juillet fut tué dans la cour de sa maison à Tirnovno, l'ancien militant du mouvement communiste, un des fondateurs et des premiers pionniers du socialisme en Bulgarie — Nicolas Gabrovski, qui fut arraché par force de sa maison par des individus à la solde du gouvernement. Le gouvernement Tsankoff continue toujours à massacrer, fidèle au plan du général Volkoff. Après le 9 juin 1923, N. Gabrovski se trouvait à son lit de mort, par suite des bastonnades que lui infligèrent les fascistes dans la caserne, où il fut enfermé

sous le prétexte d'exciter le peuple au soulèvement contre les imposteurs qui venaient justement de s'emparer du pouvoir.

C'est de cette façon que fut aussi tué le Dr. Vassil Iwanoff, un ancien et dévoué membre du parti communiste. Arrêté, on le somma un certain temps après de signer une feuille de libération, après quoi on le tua. Lorsque sa femme alla le chercher à la Sureté, on lui montra la signature, attestant sa mise en liberté. Beaucoup de paysans et d'ouvriers arrêtés disparaissent de la même manière, le gouvernement tenant par ces procédés à couvrir ses crimes. Les professeurs, les généraux et leurs inspireurs — les lâches partisans du parti „narodniak,” — sont géniaux dans l'invention des duperies! Quoi qu'ils fassent la responsabilité historique pèsera sur eux, et le grand justicier qu'est le peuple saura venger ses chères et innombrables victimes.

Une femme devenue folle des coups de bâtons. La femme du communiste Moulétaroff (tué) fut jetée à la rue avec ses quatre petits enfants. En prison elle fut battue à tel point qu'elle en devint folle.

Les persécutions. Dimitroff, le frère de Stanko Dimitroff, recherché par le pouvoir qui le condamna à la potence avec Marko Friedmann fut arrêté et torturé par les autorités pour dire où est son frère. Il fut soumis à l'inquisition et fut forcé, un pistolet braqué sur lui, de dire où se trouve son frère, qu'on recherchait en même temps à Sofia, à Kustendil et à Doupnitza. Le corps et l'âme meurtris, il vit ses derniers jours, ayant laissé sa femme et son petit à la rue.

L'héroïsme d'une femme. La condamnée à la pendaison Sonia Nantcheva de Plovdiv, fut dénoncée. La maison où elle se cachait fut entourée par la police et l'armée, auxquelles Nantcheva livra le combat jusqu'à la dernière cartouche, tuant deux soldats et blessant un sous-officier de gendarmerie. En prison, elle fit la grève de la faim et s'empoisonna, mais on parvint, non sans peine, à la sauver, pour lui faire subir de nouvelles souffrances. L'héroïsme de Sonia égale celui des hommes les plus téméraires; elle incarne toute la classe ouvrière, qui ne peut être anéantie par aucune terreur, quel degré qu'il atteigne.

La „lutte” de l'opposition. L'opposition continue à combattre le gouvernement seulement dans les journaux. Il est clair que Tsankoff doit démissionner pour des causes intérieures et extérieures. Mais qui le remplacera? Les partis de l'opposition socialiste, les radicaux et les démocrates se préparent à le remplacer. Ils espèrent parvenir au pouvoir par la grâce de la cour et la pression de l'étranger. D'autre part, les libéraux s'apprêtent aussi à se hisser au pouvoir. Leur chance est plus grande, car ils peuvent compter sur un grand nombre d'officiers actifs et de la réserve, de même que sur l'appui d'une partie de l'organisation des brigands macédoniens. L'arrivée au pouvoir de la bande de Radoslavoff et la restauration du roi Ferdinand sont les perspectives proches de la politique bulgare, et c'est là la cause des déchirements dans le parti libéral. Les ex-radoslavistes et ex-toutchevistes veulent diriger le parti pour les avantages qu'ils tireraient au cas où le pouvoir viendrait aux mains des libéraux; l'aile des ex-stambolovistes lui aussi veut diriger le parti, et par lui avoir les portefeuilles gouvernementaux. L'aile de Guénadieff — l'unité nationale — et celle de Petkoff viennent de s'entendre et le parti des stambolovistes sera bientôt rénové, probablement le jour du trentième anniversaire de la mort de Stamboloff (Cette réornation du parti stamboloviste est un fait accompli. N. D. L. R.). En liaison avec tout ceci, le grand coupable des massacres en Bulgarie, le ministre de la guerre le général Volkoff prépare la légalisation de l'Union Agraire guidée par Dragouieff. Certaines personnes protestent, mais par les menaces et autres moyens, Dragouieff

l'homme de la bourgeoisie, s'unira avec les nationalistes libéraux et formera un nouveau cabinet, qui remplacera Tsankoff. Les déclarations de Radoloff et Tsanko Bakaloff abondent en ce sens: „l'entente avec Dragouieff doit avoir lieu à tout prix, disent-ils, car il est désigné par l'opinion publique et les milieux politiques, comme l'homme jouissant de la confiance de tous.”

Les social-patriotes ont publié un manifeste sur la politique intérieure et extérieure du gouvernement. Nous n'avons pas pu nous le procurer étant donné que le journal „Narod” fut confisqué à cause de lui. D'après les critiques qu'on fait à son propos, le parti socialiste se serait exprimé avec une certaine énergie contre le gouvernement. L'Entente démocratique appelle ce manifeste: „une page noire dans l'histoire du parti socialiste.” C'est la conclusion d'un leader article du „Demokraticheski Zgoror” du 8 juillet, où il est dit entre autres: „Il faut reconnaître que le parti socialiste bulgare, avait négligé ses formules et ses principes le 9 juin et les jours suivants, et même plus tard encore. A ce moment, il était question de sauvegarder l'Etat bulgare et le relever de la boue, où les agrariens l'avaient jeté. De concert avec les autres partis, fidèle à sa patrie, celui-ci aussi se rangea dans le front de la défense antibolchevique et partagea le pouvoir. En cela, il a sa part de mérites et de responsabilités, s'il en existe, pour le salut du pays.” Les gouvernants sanglants donnent une bonne attestation à leurs compagnons de massacres et de crimes contre le peuple bulgare.

Touché par les attaques de toute la presse, pour avoir exposé le prestige de la Bulgarie devant le monde étranger, le „Narod” du 8 juillet se défend: „Dans le manifeste nous avons déchargé tout la responsabilité de la mauvaise situation dans le pays, sur les partisans du front unique. En parlant de la situation politique, nous n'avons pas dépassé ni même atteint les aveux faits par les journaux officieux et même par les ministres.” En bon laquais, les apprentis s'empressent de s'excuser devant leurs maîtres, rejetant toute la responsabilité sur les partisans du front unique!

La journée internationale des coopératives.

Le jour international des coopératives a été solennellement fêté à Sofia. Le gouvernement et l'opposition chantèrent des hymnes élogieux à la coopération, qui jouissait jadis en Bulgarie de la liberté et des privilèges. Evidemment on ne dit pas un mot sur la confiscation de l'unique coopérative populaire dans le pays, qui comptait plus de 70.000 membres, en prenant les parts des membres, après quoi on massacra un grand nombre de ses adhérents transformant le bâtiment de la coopérative — la maison du peuple à Sofia, en Sureté publique. On loue l'idée de la coopération et pourtant en province, les organes du pouvoir déchirent les drapeaux hissés sur les bâtiments des coopératives à l'occasion de sa journée internationale. Les drapeaux des coopératives Edinstvo, Napred et Borba à Haskovo, furent déchirés par ordre du commandant de la place.

Le journal „Epokha” (du 8 juillet) écrit sur la décomposition de l'Entente (du Zgovor): „Quelques ministres, députés du parti gouvernemental et chefs de l'Entente se rendent précipitamment en province depuis quelques jours pour applanir les malentendus. Le professeur Kouleff est parti pour Varna; M. Padareff, pour Doupnitza et M. Rachko Madjaroff pour Radomir.

Les discordes.

L'association des officiers de réserve à Sofia a élu des délégués pour le congrès qui se tint le 19 juillet à Varna. Trois listes furent dressées. La première nommée oppositionnelle-neutre fut dressée par le comité avec le général Chkoinoff en tête, et obtint 85 voix; la seconde surnommée la liste des députés (beaucoup de députés ententistes y font

partie) ayant pour porteur de liste le général Ivanoff, eût 198 voix, et enfin la troisième obtint 206 voix.

Une pareille division dans l'association des officiers de réserve a lieu pour la première fois depuis le 9 juin 1923.

L'idéal de Volkoff.

Un ordre fut lancé par le ministre de la guerre Volkoff, dans lequel il remercie les soldats et les officiers de la bravoure qu'ils manifestèrent pour le salut de l'Etat. Le meurtier des milliers d'ouvriers et de paysans raconte qu'au temps où il était jeune soldat il ne pouvait pas se figurer ce que pouvaient être les ennemis intérieurs de l'Etat. Mais les catastrophes des guerres lui apprirent combien ces ennemis intérieurs sont dangereux, „car ceux-ci sont des traîtres impudents, invisibles ou insaisissables, qui utilisent les moyens sataniques dans leur lutte.“ Le général pense que la mémoire des soldats est pareille à la sienne, ce qui le poussa à leur raconter des mensonges. Les communistes et les agrariens ne sont pas les responsables de la catastrophe, encore moins sont-ils la cause de la guerre civile dans le pays; mais les véritables coupables et responsables, sont les spéculateurs et les gros bourgeois dont Volkoff n'est que l'humble serviteur. Il continue dans son discours à menacer les traîtres d'extermination. Le général exprime plus loin ses intentions intimes: „Nul citoyen n'est empêché de penser, de travailler et d'avoir des sentiments, comme le soldat dans la caserne.“ Ou bien: „Rien n'empêche tout bulgare de se rendre de la caserne chez lui, tout en restant le même soldat“, C'est l'unique chemin que chacun doit suivre „s'il veut être utile à tous.“ La prescription du général est géniale! Si tout le pays se transforme en un caserne, la bourgeoisie pourra régner sans être dérangée par personne. Cependant, malgré ses prières, ses exhortations et son ton touchant aux soldats et aux officiers — le général caresse de pures chimères. Porteur des plus lourdes responsabilités, il subira le sort du régime qu'il incarne . . .

K. D.

La situation politique en Yougoslavie

Nous avons eu l'occasion de constater plus d'une fois que les conditions objectives existent pour le changement de la situation politique dans l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes. Quant aux conditions subjectives, elles restent à créer. Cela sera possible si on change la base de la lutte politique de tous les partis et des groupes de l'opposition qui considèrent réellement qu'ils combattent pour des fins économiques et politiques claires et pour mettre fin au chaos dans lequel est plongé le pays.

Pour la création d'un front unique de combat de l'opposition contre la réaction du régime, il n'existe qu'un moyen et une voie d'activité, qui est en dehors du parlement. Les peuples de Yougoslavie peuvent conquérir de grandes et définitives victoires par l'organisation et l'unification des forces d'en bas. Nous ne voulons pas dire par là qu'il faille ne pas profiter de la tribune parlementaire le plus possible, et ce en vue de préparer les victoires. Mais pour un pareil travail, faut-il encore que l'atmosphère du parlement s'y prête, ce qui n'est pas le cas du parlement yougoslave actuel. Le parlement doit représenter le véritable rapport des forces et des tendances politiques du peuple; tandis que le parlement yougoslave ne l'était pas même avant les pourparlers entre Raditch et les radicaux, et maintenant moins que jamais. Aux élections de février dernier les partis politiques étaient groupés en deux blocs bien distincts: le Bloc National et le bloc de l'Entente Nationale.

Le Bloc National se présentait devant les électeurs avec un programme étroit et local, dans lequel ressortaient le nationalisme et les tendances hégémonistes serbes. Le bloc de l'Entente Nationale tendait à biffer de l'ordre du jour

la question nationale, défendant l'égalité de toutes les nationalités dans l'Etat, se faisant le champion de la tolérance religieuse et des libertés démocratiques, demandant à faire bénéficier de la prospérité économique les classes bourgeoises de toutes les nations de la Yougoslavie à un degré égal. Le parti le plus important du bloc de l'Entente Nationale avait dans son programme la révision de la Constitution de Vidovdan, la forme républicaine de l'Etat et une économie coopérative.

Cinq mois après les élections de février, par une combinaison politique imprévue, nous avons devant nous un regroupement des partis politiques qui changent tout à fait la constellation politique. Les deux partis des plus forts du pays, ayant recueillis sur des mots d'ordres précis la majorité des mandats, veulent réaliser au parlement et en dehors de lui un tout autre programme. Ceci est d'autant plus étonnant que ces deux partis ont des conceptions politiques diamétralement opposées; et ce qui est tragique, c'est qu'un de ces deux partis comprenait dans son sein les éléments les plus avancés des villes et des villages.

Ce fait montre non seulement la légèreté et l'inconséquence des convictions et de la morale politiques de certains partis du parlement, mais cela tue le crédit et les illusions de n'importe quel travail positif au parlement.

Après la capitulation des députés du Parti Républicain Paysan Croate devant le régime de Pachitch, pas un parti ou groupe révolutionnaire et aucun vrai révolutionnaire et ami de la liberté et du progrès des peuples de Yougoslavie, ne peut rien attendre du parlement, qui représente la réaction totale et où il n'y a pas un seul représentant avancé du peuple. Par conséquent, le devoir qui s'impose à nous est de dévoiler au peuple le parlement tel qu'il est et de lui déclarer la guerre.

Qui représente la réaction en Yougoslavie? Nous pouvons répondre sans hésiter que ce sont tous les groupes parlementaires sans exception; c'est la Couronne, l'organisation militaire réactionnaire et monarchiste secrète „La Main Blanche“, et les partisans de la politique fasciste de Mussolini, organisés dans l'„Oriouna“ et la „Srnao“. Avec quelques petites différences, toute la réaction a le même programme: maintenir la dynastie et la monarchie sur la base de la Constitution de Vidovdan.

La réaction montre par là le chemin que doivent suivre les partisans du progrès des peuples de Yougoslavie.

L'organisation de la lutte d'en bas s'impose contre les organisations et les groupements cités. Cette lutte doit être révolutionnaire et avoir des buts déterminés. **A la terreur blanche organisée de l'Etat, il faut opposer l'organisation révolutionnaire de la défense du peuple.**

L'idée de la défense révolutionnaire du peuple doit s'appuyer sur les larges masses de paysans pauvres et sur la classe ouvrière de Yougoslavie; on doit y travailler sans compromis et sans compter sur aucun groupe existant du parlement.

Quand nous disons sans compromis, pour ne pas nous comprendre de travers nous citerons une pensée juste dont il faut s'inspirer sans cesse: „Le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire ne consiste pas à se refuser à tout compromis, mais de savoir par tous les compromis, pour autant qu'ils soient indispensables, rester fidèle à ses principes, sa classe, son but révolutionnaire, la préparation de la révolution et l'éducation des masses qu'il faut mener à la victoire.“ Nous pensons donc, qu'étant donné la situation politique actuelle, il faut se refuser à des compromis avec les groupes parlementaires existants.

Il importe plutôt de tenir compte des directions politiques qui sont à venir que de celles qui existent, car ces directions seront le résultat de la crise étatique actuelle en Yougoslavie. L'entente entre Raditch et les radicaux, sans

égard aux résultats, sera une crise de plus, et non la consolidation.

Les députés du P. R. P. C. ont conclu l'entente avec les radicaux sur la base de la reconnaissance de la monarchie et de la Constitution, contre lesquelles le peuple croate combat depuis la fondation de l'Etat yougoslave. A supposer que cette entente soit durable, seule la classe capitaliste et les hauts fonctionnaires serbo-croates en tireraient profit. Par cette reconnaissance la situation du peuple croate reste la même: l'autodétermination nationale, l'abandon du système féodal agraire, l'amodrissement des impôts, la suppression des servitudes, la réduction du service militaire, etc. restent à réaliser, étant rendus impossibles par la monarchie comme telle.

Economiquement autant que politiquement, les masses populaires croates ne peuvent pas accepter sans protester la volte-face politique de Raditch. La défense nationale révolutionnaire s'appuiera dans la lutte contre la coalition réactionnaire sur les paysans croates qui abandonneront de plus en plus Raditch, le déclarant leur ennemi. L'entente Raditch-Pachitch aura pour résultat des différenciations politiques chez les Croates, comme chez les radicaux, quoique sous une autre forme. Les conflits et les contradictions qui vont surgir dans le Parti Radical — qui ont leur point de départ au procès de Salonique — doivent servir et profiter aux partisans de la défense révolutionnaire pour leur but.

Nous pensons que c'est l'unique chemin qui aboutira au front-unique révolutionnaire des paysans et des ouvriers contre la réaction en Yougoslavie.

Le but immédiat du front-unique doit être:

- 1) L'effondrement de la monarchie;
- 2) Une solution équitable de la question nationale, en faveur de toutes les nationalités de la Yougoslavie, et;
- 3) la réforme agraire au profit des paysans pauvres et des ouvriers.

M. Vladimirov

La situation économique de la Bulgarie

Le gouvernement Tsankoff donne, de temps en temps, des nouvelles à la presse réactionnaire de l'étranger, affirmant que la situation de la Bulgarie est bonne; qu'il n'y a pas de chômage, que le coût de la vie est peu élevé; que le budget de l'Etat est clôturé par un „actif”, que le gouvernement est bon payeur, etc. etc.

Le ministre des finances a annoncé récemment que, depuis que le cabinet Tsankoff est au pouvoir, le budget de l'Etat bulgare a été clôturé avec un „actif” de 240 millions en 1923/24 et de 870 millions de levas en 1924/25.

Nous avons eu l'occasion d'informer l'opinion publique sur la politique économique des professeurs et des généraux, en démontrant, par des données puisées dans les publications officielles et la presse de „l'opposition”, que le gouvernement Tsankoff-Volkoff massacre tous les éléments éveillés du peuple travailleur bulgare. Mais les banquiers, les industriels, les commerçants, les spéculateurs et les intellectuels déclassés, jouissent de la liberté absolue pour dépouiller le peuple et le faire mourir de faim.

Nous n'exagérons rien en écrivant cela et pour le prouver nous n'avons qu'à jeter un coup d'oeil sur la politique financière de Tsankoff?

Depuis deux ans le parlement ne fait que voter des lois, dirigées exclusivement contre les masses laborieuses, à l'avantage de quelques spéculateurs et banquiers.

Il n'est pas de pays en Europe, où les spéculateurs disposent aussi cyniquement du destin du peuple qu'en Bulgarie.

Le budget est clôturé par un „actif” spécial, déclare le hautain ministre des finances de Tsankoff!

Où donc est son „actif”? Le ministre des finances reconnaît lui-même, qu'avec ceux de 1923/24, une partie seulement des „dépenses extraordinaires” a pu être couverte, et qu'avec ceux de 1924/25 furent couvertes les dépenses extraordinaires de l'année financière passée. Il est clair que c'est une balance budgétaire fictive.

Il est cependant plus important de savoir comment et par quels sacrifices des intérêts du peuple bulgare, M. Todoroff a réussi non seulement d'équilibrer le budget, mais aussi d'avoir un „actif”.

„Les recettes doivent être conformes, à la capacité des citoyens à payer leurs impôts, qui doivent satisfaire aux nécessités de l'Etat. Voici le talon d'Achille de M. le ministre des finances”; déclare le journal „Znanié” du 15 juillet.

Est-ce ainsi en réalité?

Le budget de l'Etat de l'année financière passée dépasse 6,8 milliards de levas; 95% des recettes de l'Etat, viennent d'impôts indirects, des privilèges de l'Etat, du revenu des chemins de fer, des postes, de diverses taxes et contributions, etc. etc. Ce sont des taxes et des impôts payés surtout par les masses du peuple et non par la bourgeoisie, qui ne comprend pas plus de 5% de la population. (On prévoit cette année des recettes de 890 millions de levas ou 13% du revenu total d'impôts directs, tandis que l'année passée entrèrent seulement 330 millions de levas, ce qui fait à peine 5% des recettes. On voit que la bourgeoisie de Tsankoff n'aime pas payer...)

La population de la Bulgarie est de cinq millions d'habitants. Chaque paysan, ouvrier, artisan et intellectuel bulgare, doit payer sur un revenu moyen de 5000 levas par an (beaucoup d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels n'en ont pas même tant) la somme de 1360 levas au gouvernement Tsankoff. En d'autres termes, chaque citoyen bulgare doit payer en moyenne, sous forme d'impôts, de taxes et de contributions un quart de ses revenus à ce gouvernement sanglant et antipopulaire. Même s'il n'a pas de revenu, il doit malgré tout payer au gouvernement des professeurs et des généraux. Il paie ses impôts et ses contributions en achetant du sel, du sucre, des chaussures, des habits, du pain, du tabac, des allumettes, du fromage, etc., en un mot des objets de première nécessité.

Si nous examinons dans quel but le gouvernement Tsankoff dépense cet argent, il sera clair, que les sommes tirées du peuple sont dépensées pour des buts improductifs, anti-culturels et antipopulaires.

La moitié du budget total du gouvernement Tsankoff est dépensé pour les réparations et les dettes publiques (1.387.000.000 de levas), pour la police (291.000.000 de levas) — cette somme suffit à peine pour les appointements de 5.000 agents de police, qui battent, persécutent et massacrent les paysans et les ouvriers bulgares — et on est obligé de reconnaître que les dépenses extraordinaires sont principalement destinées à la police, à l'armée et à la gendarmerie (1.222.000.000 de levas).

„Les petits commerçants, les artisans, les paysans, les ouvriers, les gens des professions libres, les employés d'Etat et des communes — tous sont également exténués sous le poids d'impôts, qui deviennent insupportables.” (Le journal „Znanié” du 15 juillet 1925)

Le gouvernement Tsankoff donne à ses employés des appointements misérables, qui suffisent à peine à nourrir leurs familles avec du pain. Certaines majorations insignifiantes sont prévues pour jeter de la poussière aux yeux des salariés de l'Etat. Les appointements que les employés d'Etat touchent valent le tiers de ce qu'ils touchaient avant les guerres. La vie, calculée en francs or, est devenue 150% plus chère. Un employé d'Etat, est payé quatre fois moins qu'avant les

guerres. Si on prend en considération que ces employés, déjà à cette époque, ne pouvaient pas satisfaire entièrement leurs besoins et ceux de leurs familles, on peut se figurer leur misérable situation actuelle. Les ouvriers, les petits propriétaires paysans, les prolétaires des campagnes, sont dans la même situation, sans parler des chômeurs, des réfugiés, des invalides et des orphelins de la guerre.

Le gouvernement de Tsankoff trouve de l'argent pour l'armée, la police, pour les réparations, pour payer les intérêts et l'amortissement d'anciennes dettes; il trouve des moyens pour soutenir tout un appareil administratif, policier et militaire, pour la découverte de „conspirateurs“, mais il n'a pas d'argent pour secourir les chômeurs, (leur nombre dépasse 100.000 personnes et avec leurs familles 400.000 personnes) les 7500 employés d'Etat licenciés il y a quelques mois, les familles de 25.000 ouvriers, paysans et intellectuels arrêtés. Il n'a pas d'argent pour augmenter les salaires qu'il accorde aux invalides des guerres, et pour sauver de la faim et des maladies les dizaines de milliers de réfugiés, comme ils créa les conditions plus au moins favorables pour 300.000 tuberculeux. Pourquoi aurait-il plus de soins pour eux? Sont-ils en état de continuer leur règne sanglant? Il a de l'argent seulement pour les meurtriers du peuple.

C'est seulement un gouvernement populaire qui pourra secourir le peuple.

Un gouvernement populaire peut trouver les moyens pour améliorer la situation des employés de l'Etat, des réfugiés, des chômeurs, des invalides. Il peut fonder des institutions culturelles et sociales indispensables au peuple, tout en allégeant de son lourd fardeau des impôts.

Un pareil gouvernement diminuera les dépenses sur la police, l'armée et la gendarmerie; il trouvera les moyens pour se libérer de différentes réparations et autres obligations. En même temps il réduira au minimum les impôts indirects, en annulant le droit de douane sur l'importation d'objets de première nécessité. En échange de quoi il augmentera les impôts directs; il forcera les commerçants, les banquiers et les spéculateurs à payer des impôts en proportion de leur capacité financière.

„Les millionnaires de tabac (7-8 sociétés) ont gagné en 1923 deux milliards de levass („Epokha“ du 9 juin 1923), mais déclarèrent des bénéfices de huit millions de levass seulement.

Les millionnaires du blé ont gagné en 1924 430.000.000 de levass, ceux des oeufs 278.000.000 de levass; tandis que les banques et les sociétés commerciales par actions, où 900.000.000 de levass y sont déposés, où les 2/3 de tout le capital déposé dans les sociétés par actions, qui d'après leurs propres balances ont 30%, 40% et plus de bénéfices net — ont gagné 300 à 350 millions de levass.

Voici où trouver les moyens pour satisfaire les nécessités culturelles et sociales du peuple. Cependant ceci ne peut être fait que par un gouvernement populaire.

Toute la politique financière des bourreaux du peuple bulgare est dirigée dans ce sens pour trouver des moyens pour soutenir la force armée qui les maintient au pouvoir, pour être des „payeurs honnêtes“ devant les impérialistes et capitalistes de l'Europe occidentale, pour s'assurer le soutien des Etats occidentaux et enfin pour donner la possibilité à la bourgeoisie des villes et des villages de dépouiller le peuple.

G. Kazanovsky

Les massacres continuent en Bulgarie

On continue toujours à massacrer en Bulgarie. La terreur sanglante sévit sans relâche trois mois après l'attentat de Sainte Nédélia. Les ministres mentent cyniquement en affirmant que la paix règne dans le pays. On tue dans les prisons après

avoir forcé les gens à signer les actes de leur libération. C'est ainsi que fut tué le docteur Vassil Ivanoff, un des anciens membres du parti communiste. Le gouvernement des professeurs s'efforce de dissimuler juridiquement les traces des massacres. Mais ce qui est certain, c'est que ni lui ni la classe qu'il représente ne pourront se disculper devant l'histoire, qui ne se laisse tromper ni par les dispositions ministérielles, ni les décisions judiciaires, ni même par les ordres du tout-puissant ministre de la guerre, le général Volkoff.

On tue les gens dans leurs maisons, comme l'a été le premier juillet dernier, l'ex-député Nicolas Gabrovsky, qui avec Blagoeff fonda le parti social-démocrate bulgare.

Les persécutions sont si atroces, que beaucoup de détenus se jettent du haut du bâtiment de la Sûreté de Sofia et d'autres prisons; souvent ils se pendent dans leurs cellules ou deviennent fous des tortures qu'ils subissent, telle la femme de l'avocat et ex-député assassiné Vassil Mouletaroff.

Les massacres sont exécutés d'après le plan du général Volkoff, qui s'applique implacablement, pour que tous les adversaires du gouvernement, surtout l'Union Paysanne et le Parti Communiste, soient exterminés. Les massacres se font la plupart du temps — nous avons honte de l'avouer — par des macédoniens, que les décapiteurs Protoguéroff et les Ivan Mikhaïloff entraînent après eux en leur accordant des moyens d'existence.

Secourus par le gouvernement de Tsankoff-Volkoff, ces Judas de la cause macédonienne, massacrèrent en septembre 1924 tous les véritables révolutionnaires macédoniens, tous ceux qui luttèrent sincèrement pour la liberté et l'indépendance réelle de la Macédoine subjuguée, et non pour son annexion à la Bulgarie. L'ORIM n'est restée aux mains des Protoguéroff, que grâce à l'appui de la bande Tsankoff-Volkoff. Les décapiteurs ne font que s'acquitter d'une dette qu'ils contractèrent envers les potentats bulgares.

Les Protoguéroff, les Mikhaïloff et leurs acolytes ont uni le sort de l'organisation macédonienne, le sort de tout le peuple macédonien, à celui du gouvernement Tsankoff.

Et le peuple frère de Bulgarie est enclin à tenir responsables, pour les actes sanglants et les assassinats, non seulement les maîtres de la Bulgarie, mais encore le mouvement libérateur macédonien et le peuple macédonien lui-même.

Nous tenons à déclarer hautement, que le peuple bulgare ne peut et ne doit tenir pour responsables le mouvement libérateur macédonien et encore moins le peuple macédonien, pour les actes de quelques décapiteurs et les meurtres cruels accomplis par des macédoniens véreux, traîtres à la cause macédonienne. Ceux-là n'ont rien de commun avec le peuple macédonien et son mouvement libérateur, qui sait bien que la Macédoine ne se libérera pas à l'aide de Tsankoff et de Pachitch, mais que sa libération, viendra du peuple laborieux et des représentants de ses organisations politiques. La responsabilité historique pour les massacres commis par les macédoniens en Bulgarie, tombe exclusivement sur des misérables agents et surtout sur leurs instigateurs intellectuels: le cabinet Tsankoff-Volkoff et leurs misérables serviteurs, les Protoguéroff, les Iv. Mikhaïloff, les Pop-Christoff et autres.

Le régime sanglant de Tsankoff est à bout de force. Le peuple laborieux bulgare lui survivra et trouvera en soi-même des forces nécessaires pour prendre en ses mains ses propres destinées. Alors, il n'y aura pas de place sur la terre bulgare pour les massacreurs du peuple. La vengeance sera d'autant plus cruelle et impitoyable. Mais nous tenons à le répéter une fois de plus, que le peuple bulgare ne peut pas, ne doit pas et ne tiendra pas responsables le mouvement libérateur macédonien et le peuple macédonien, pour les crimes et le vandalisme des traîtres de la cause macédonienne.

Stoïanoff

A propos de l'assassinat de Todor Panitza

Nous recevons du Groupe Fédératif Macédonien de Paris la protestation suivante, votée après le lâche assassinat de Panitza:

A la longue liste des victimes de l'abominable terreur blanche bulgare, il faut ajouter le nom du grand révolutionnaire macédonien, Todor Panitza.

Ennemi irréconciliable et audacieux de la réaction balkanique, propagateur infatigable de la réconciliation des peuples de la Péninsule, Panitza succomba aux balles d'une Paris, juillet 1925.

émisnaire du sanglant professeur Tsankoff et de son perfide acolyte, le général Protogouéff.

Le Groupe Fédératif Macédonien de Paris élève sa protestation énergique contre le lâche assassinat du voïvode macédonien. Il n'en appelle pas à la vieille civilisation occidentale qui, indifférente ou complice, est responsable des massacres et des tortures médiévales des bandits de Sofia, mais à la classe travailleuse et aux intellectuels révolutionnaires du monde, pour mettre fin aux crimes et châtier les bourreaux.

Le Groupe Fédératif Macédonien de Paris

REVUE DE LA PRESSE

Presse française

La trahison de Raditch

De „l'Humanité“ de Paris du 27 juillet sur la trahison de Raditch:

„Aux dernières élections, M. Pachitch n'obtenait qu'une majorité parlementaire de quelques voix. Il lui fallait une majorité plus solide.

„Il vient de l'obtenir du parti dont il tenait, les principaux chefs en prison, sous une inculpation de haute trahison. Passibles hier des peines les plus fortes, les emprisonnés d'Agram vont passer, sans transition, de la cellule des traitres au gouvernement des corrupteurs.”

„... Les chefs du parti Raditch sont devenus les plats serviteurs de l'impérialisme et de la dynastie.”

„Le pacte conclu avec le Parti radical ne fera qu'accélérer le procès de différenciation de classe dans le Parti Raditch. Le mouvement national croate va donner naissance à des mouvements de classes. La décomposition du Parti Paysan Croate est désormais inéluctable. Ses dirigeants disposeront au gouvernement de tous les moyens de la terreur et de la corruption, il est vrai; tout ce qu'ils peuvent espérer néanmoins, c'est de ralentir le procès naturel de décomposition.”

„Le nouveau gouvernement... sera oppresseur, exploiteur, réacteur plus encore que son prédécesseur qui pourtant... Il créera par là des conditions objectives favorables à l'alliance des ouvriers et paysans de toutes les nationalités du pays.”

Les constatations de „l'Humanité” ne sont pas que des prophéties; elles exposent objectivement les conséquences absolues de la politique Pachitch-Raditch. Avec notre éminent confrère, nous le déclarons aussi bien haut, nulle puissance ténébreuse et réactionnaire ne pourra arrêter la marche irrésistible des peuples vers la liberté.

Presse autrichienne

Du pays de la terreur Tsankoff

De l'Arbeiter-Zeitung de Vienne, du 8 août:

„La Sobranié a été envoyée en vacances;... La terreur blanche épouvantable sévit toujours avec la même violence, et le gouvernement des bourreaux enfonce la pays toujours plus profondément dans des complications intérieures et extérieures... Pour changer le régime du pays il faudrait non seulement renverser le gouvernement Tsankoff, mais aussi dissoudre la Sobrania, qui n'a été ces derniers temps que la feuille de vigne de la dictature militaire. Un Parlement, dont les membres sont en grande partie fugitifs, emprisonnés, assassinés, ne peut plus vraiment être l'expression de la volonté publique.”

Encore trente-trois!

En annonçant les nouveaux crimes de la Cour Martiale à Varna, qui condamna, en seul jour — le 6 août — **trente-trois personnes à la peine de mort**, et 77 à des emprisonnements et travaux forcés, et ceux de la Cour Martiale à Sofia, qui, le 7 crt., a commencé à „juger” douze communistes „accusés” d'espionnage et pour lesquels le procureur requiert la peine de mort; „l'Abend” de Vienne du 8 août se demande si ce n'est pas une accoutumance à ces crimes répétés de Tsankoff qui a émoussé le monde européen; „qui lit ces nouvelles au déjeuner, ... et son pouls ne bat point un tant plus fort.” Et notre confrère ajoute: „Pourquoi ces **trente-trois personnes** meurent-elles à Varna? Pourquoi les autres condamnés, et ceux qui ont été tué lors de „leur fuite „sont-ils morts? Plus de 15.000 personnes, dit-on? Pourquoi cette boucherie humaine? Rien que pour qu'un ministre sanguinaire puisse rester encore au pouvoir, et qu'un roi plein de faiblesses puisse encore jouer avec son scèptre? — On ne se venge pas des tigres et des hyènes; on les supprime; et il est grandement temps que l'Europe rende inoffensifs les tigres et les hyènes des Balkans.”

Le Secours Rouge International de la Suisse contre le terrorisme de Tsankoff

Nous donnons ci-après quelques extraits d'un appel de la section Suisse du Secours Rouge International. Les signatures apposées au bas de cet appel le démontrent encore une fois, que ce ne sont pas les classes prolétariennes seulement, mais aussi les intellectuels bourgeois, qui ne peuvent plus assister en simples spectateurs devant le régime de feu et de sang en Bulgarie.

„Après avoir massacré des centaines et des milliers d'adversaires politiques, le gouvernement sanguinaire en Bulgarie poursuit son œuvre au moyen d'arrêts des Cours de justice, qui ne sont rien autre que des meurtres judiciaires... Les Cours Martiales prononcent tous les jours des peines de mort, qui sont exécutées à la honte du monde civilisé.

„Il s'agit donc de mettre un terme aux meurtres horribles du gouvernement Tsankoff... Il est du devoir de tous de s'élever contre cette barbarie.”

Le Comité Central du Secours Rouge de Suisse.

A cet appel se sont joints, en dehors du Parti Communiste de la Suisse et d'un grand nombre d'organisations et d'associations artistiques et prolétariennes, un nombre non moins considérable des représentants du monde intellectuel bourgeois de la Suisse. Nous en citons quelques uns:

Dr. Aug. Forel, ancien Professeur à l'Université de Zurich; Dr. B. Lifschitz, avocat à Berne; Dr. Jeanneret-Minkine, médecin, Lausanne; Dr. A. Hitz, député; Henri W. y. s. s., Conseiller à la Cour; Henri Gallmann, Conseiller d'Etat; Dr. G. Canova, député, Chur; Dr. Max Tobler, Zurich; Dr. Fritz Brupbacher, médecin à Zurich; Otto Volkert, écrivain, Zurich; Max Rotter, architecte à Zurich; Dr. Mina Tobler-Christinger, Zurich.

Presse grecque

La Grèce en faveur d'une nouvelle alliance balkanique

Le 18 juillet l'Agence d'Athènes télégraphiait:

„Le Ministre des Affaires Etrangères de Grèce fit au sujet des rapports entre les Etats balkaniques une déclaration dans laquelle il s'élevait contre les méthodes vieilles de la diplomatie dans les Balkans et se prononça pour la diplomatie au grand jour. Suivant l'exemple des puissances occidentales et des autres Etats du nord-est de l'Europe, il faudrait, en toute première ligne, s'efforcer d'instituer des Cours d'arbitrage obligatoire, et il serait alors très facile de conclure un traité de sécurité, voire même une alliance entre la Roumanie et la Yougoslavie. Ces actes d'arbitrage devraient, bien entendu, se baser sur les traités en vigueur ainsi que sur le respect de l'intangibilité territoriale et de la souveraineté nationale. La valeur pratique de l'institution d'une Cour d'arbitrage obligatoire apparaît évidente, si l'on pense aux récentes négociations à Belgrade pour le renouvellement de l'alliance greco-serbe. Il en serait de même en ce qui concerne la Roumanie, attendu que tôt ou tard, un pacte ou une alliance devra forcément être conclue entre la Roumanie et la Grèce. C'est par cette voie que l'on arriverait de la manière la plus sûre à une pacification définitive des Balkans et à la consolidation indispensable de l'ordre des choses créés après la guerre, — qui est un but ardemment désiré par la Grèce.”

De la Bulgarie, il n'est point question dans les déclarations de Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères Hellénique. Pourquoi? Nous allons le dire.

Nous constatons un but, et une raison toute donnée.

Le but: (ce que le ministre grec désire ardemment) c'est une alliance d'encercllement contre la Bulgarie pour déclencher une nouvelle guerre balkanique et essayer de satisfaire ses visées impérialistes; et la raison toute donnée: la dictature de Tsankoff est considérée comme un régime inouï et impossible même par des dictatures terroristes comme celles d'Athènes, de Belgrade et de Bucarest — et ainsi elles se prétendent obligées à s'allier contre un pays ayant un gouvernement Tsankoff.

Et nous voyons de nouveau s'approcher les gros nuages devant à nouveau ensanglanter les Balkans.

Assez de sang versé, assez de tueries, assez de boucheries; — nous voulons la paix, et chaque jour nous apporte une nouvelle menace de guerre et une nouvelle preuve que nous ne pourrions jamais avoir la paix dans les Balkans si tous les peuples balkaniques ne s'unissent en une Fédération Balkanique. Nous avons trop souffert, voilà pourquoi nous menons opiniâtement cette lutte contre les régimes réactionnaires et impérialistes des Balkans n'aspirant qu'à de nouvelles guerres.

Rectification

Dans notre dernier numéro (Nr. 25) à la page 344, 2me colonne, il y aurait lieu de placer devant l'alinéa „La capitulation du parti Raditch . . .” l'indication de la source, qui est l'Humanité de Paris, indication omise par une erreur typographique.

N. D. L. R.

Presse bulgare

Certificat de bonne conduite délivré aux social-démocrates bulgares par l'organe de Tsankoff

Du „Démocraticheski Zgovor” du 7 juillet:

„Le parti socialiste bulgare, il faut lui rendre justice, le 9 juin et par la suite, et jusqu'à il n'y a pas longtemps, avait délaissé ses formules et ses mots d'ordre, car il s'agissait alors de sauvegarder l'existence du pays et de relever le prestige de l'Etat après le régime corrompu du parti des agrariens. Et ce parti, parallèlement aux autres organisations nationales, lutta en commun contre le bolchévisme et participa au gouvernement; il a donc sa part de mérite et de responsabilités, s'il y en a, dans le salut de l'Etat.”

Les leaders du parti socialiste bulgare, M. M. Pastouroff, Sakozoff, etc., qui, avec leurs amis jetèrent aux quatre vents tout principe socialiste pour recueillir les bonnes grâces de Tsankoff, participèrent au coup d'Etat de la Ligue militaire, approuvèrent les actes terroristes du gouvernement, aidèrent à ensanglanter la Bulgarie entière — nient à toute occasion le rôle néfaste joué par eux. Que diront-ils après ce diplôme d'honneur que leur décerne l'organe fasciste?

Mais, soulignons tout particulièrement, dans cette citation, un terme bien caractéristique de l'état d'esprit infâme du gouvernement actuel de Sofia,

„il (le parti socialiste bulgare) a donc sa part de mérite et de responsabilité, s'il y en a . . .”

S'il y en a . . . mais alors les amis de Tsankoff avouent donc, avec le plus parfait cynisme, cette chose affreuse que nous avons tant de fois relevée avec un frémissement d'horreur, que la terreur, les arrestations, toutes ces tueries ont été faites avec la plus froide inconscience, sans aucun sentiment de responsabilité . . .

De l'officieuse „La Bulgarie” du 13 juin:

Séance du Sobranié, du vendredi, 12 juin

La séance fut ouverte à 15 heures 30 par le vice-président, M. B. Vasoff, qui annonça au Sobranié que le ministre de la guerre, M. le général Volkoff, répondrait à la question de M. Y. Sakasoff (socialiste) au sujet des arrestations après le 16 avril.

M. Sakasoff étant à l'étranger, la question fut développée par M. K. Bosvélieff.

„Nous ne sommes pas surpris, dit M. Bosvélieff, du grand nombre d'arrestations, parce qu'elles étaient nécessaires après le crime odieux de Ste Nédélia. Cet abominable crime donnait toutes les raisons à l'autorité de procéder à l'arrestation des coupables. Parmi les détenus, cependant, il y a des gens innocents dont quelques uns sont déjà mis en liberté. L'intérêt de l'Etat exige que la situation des détenus soit réglée au plus tôt. On doit nommer des juristes militaires de réserve pour aider l'instruction judiciaire. Nous sommes loin de la pensée d'accuser le pouvoir central. Mais une enquête est indispensable pour démentir tous les bruits concernant des actes arbitraires quelconques.”

Ces quelques lignes reflètent d'une manière malheureusement trop juste l'état de servilité et de platitude, vis-à-vis de Tsankoff, des socialistes en Bulgarie.

Les arrestations organisées par le cabinet de Sofia ont soulevé d'indignation du monde entier — mais M. Bosvélieff et ses amis eux n'en sont pas „surpris”; ils sont „Loins de la pensée d'accuser le pouvoir central”.

Ces „socialistes” continuent avec un abject rictus à jouer l'abominable comédie de leur opposition artificielle et factice. Ils n'ont sûrement pas encore atteint le dernier degré de leur avilissement.

Presse autrichienne

„De la boucherie Tsankoff“

Sous ce titre, „L'Arbeiter-Zeitung“ de Vienne, du 4 août, en reproduisant la macabre information de dix nouvelles condamnations à mort à Sofia et de la pendaison du Colonel Miltenov, en exprime son indignation dans un article, auquel nous empruntons les quelques passages suivants:

„L'Europe a su qu'en Bulgarie des paysans et des ouvriers sont assassinés sous le prétexte ou l'accusation d'être des communistes, ou d'avoir des sympathies pour les communistes; elle a été informée et elle a haussé les épaules, continuant ses affaires!“

„Mencia Carniciu a été transportée dans un sanatorium, avec un nombreux personnel affecté à sa garde; cela coûte des millions tous les jours; avant son meurtre, cette jeune fille vivait dans des conditions très modestes; d'où lui vient cet argent tout d'un coup?“

„Une certaine Sofie Névéna Dimitrova a quitté Sofia, munie d'un faux passeport pour „visiter“ quelques capitales européennes, où se trouvent encore des partisans

de Stamboliisky et d'autres émigrés bulgares. Vienne serait aussi du nombre des villes à „visiter“... par cette Pucelle qui serait une amie de Carniciu...“

„Emile Vandervelde, le leader du Parti Ouvrier belge, actuellement ministre des affaires étrangères de Belgique, avait visité la Bulgarie il y a un an. Il avait publié une série d'articles, réunis dernièrement sous le titre de „Les Balkans et la paix“. Le gouvernement bulgare fait publier à Sofia un quotidien en langue française, „La Bulgarie“, pour enduire en erreur l'opinion publique. Et il fait publier dans ce journal quelques extraits du livre de Vandervelde, — des extraits incomplets, réunis de façon à donner le change à ceux qui sont peu orientés dans les affaires balkaniques et à produire chez eux l'impression, que Vandervelde pourrait être d'accord sur un point quelconque avec le gouvernement bulgare (à propos des expulsions des Bulgares de la Serbie et de la Grèce.“

„Nous protestons avec la plus grande véhémence contre cet abus d'un nom respecté, de la part d'un des gouvernements les plus sanguinaires et les plus sales que l'histoire moderne ait jamais connue.“

PARTIE ALLEMANDE

Der Kampf um Saloniki

Nicht nur der Konflikt zwischen Bulgarien und Griechenland, der bereits zu drohenden Noten geführt, sondern der Streit um den Anteil am Hafen von Saloniki zwischen Griechenland und S.H.S. ist es, der die **Machtfrage** auf dem Balkan aufrollt. Die jugoslawische Regierung erstrebt den Weg zum Meer. Das Fiumaner Abkommen hatte wohl den Weg nach Fiume gesichert, aber der Fiumaner Hafen ist schon infolge der Anerkennung Fiumes als italienische Stadt und die italienische Nachbarschaft wesentlich entwertet worden. Cattaro wie Dulcigno kommen als Handelshäfen nicht in Betracht. Trotz seiner Siege im Weltkriege ist Jugoslawien vom Meere abgeschnitten, ist ein Binnenstaat, der in der Ueberfülle seines Reichthums darben, an der Größe seiner Viehzucht ersticken muß. Um der serbischen Schweine willen, welche Oesterreich boykottierte, waren die ersten Konflikte zwischen Oesterreich und Serbien entstanden, um der serbischen Schweine willen, mußte das Königreich Serbien den Versuch der Eroberung Albaniens unternehmen und mit Oesterreich neuerlich in Konflikt geraten. Aus demselben Grunde mußte Serbien versuchen, Oesterreichs Weg durch den Sandschak Novi Pazar zu sperren und selbst den Weg nach Saloniki sich zu sichern, den die Donaumonarchie für sich beanspruchte und im Berliner Vertrag garantiert erhalten hatte.

Eine der Ursachen des Weltkrieges war der Kampf Serbiens um einen eigenen Hafen, der Kampf um die Möglichkeit, auf dem Weltmarkt konkurrieren zu können. Der jugoslawische Nationalstaat ist geschaffen, der größte Teil Mazedoniens der serbischen Fremdherrschaft unterworfen, aber Saloniki liegt in den Händen des griechischen Nachbarn. Jugoslawien ist abgesperrt. Während die Mazedonier im bulgarischen wie im griechischen Teile ihres Gebietes ebenso wie in Serbien einen Verzweilungskampf gegen ihre Unterdrücker führen, ist die Frage von Saloniki ungelöst. Das Hinterland von Saloniki ist durch Zollgrenzen von Griechisch Mazedonien getrennt, Saloniki als griechischer Hafen läuft Gefahr, ebenso von seiner Vormachtstellung im ägäischen Meere verdrängt zu werden, wie Triest, seines Hinterlandes beraubt, heute eine italienische Hafenstadt, nicht aber die Beherrscherin der Adria mehr darstellt. Die 160.000 Einwohner von Saloniki sind keine Griechen. Die Mehrzahl der Bevölkerung ist spaniolisch. Die

Umgebung ist bis zur serbischen Grenze und weit darüber hinaus, von Mazedoniern bewohnt. Die Regierung Pangalos hat mit scharfer Entnationalisierungspolitik eingesetzt. Saloniki soll eine griechische Stadt sein, nicht nur geographisch, sondern auch dem nationalen Bekenntnisse nach. Die Folge ist, daß die Einwohner von Saloniki, Spaniolen und Mazedonier, die wirtschaftlich unter der Abschneidung vom Hinterlande schwer zu leiden haben, politisch gegen ein System mobilisiert werden, daß ihnen zwar die Segnungen des faschistischen Terrors, wie den gesamten Einwohnern Griechenlands bringt, außerdem aber auch national von ihnen abgelehnt werden muß. Die Entnationalisierungspolitik der griechischen Regierung schafft eine Irredenta an den Toren Jugoslawiens, öffnet ein Einfallstor für die jugoslawischen Truppen, wenn sie den Weg zum Meere erkämpfen wollen; in einem Augenblick, wo die jugoslawische Regierung die Internationalisierung der Bahnstrecke von der Grenze bis Saloniki fordert und einen Anteil am Saloniker Hafen als Freihafen unter jugoslawischer Souveränität. Die griechische Regierung geht in verblendeter Weise daran, die Fremdvölker Griechenlands gegen sich und leider auch gegen das griechische Volk zu mobilisieren. Pangalos, der „**Repräsentant**“ der nationalen Idee schädigt dieselbe auf das schwerste, indem er die Grenze des griechischen Reiches der Fremdeninvasion preisgibt, indem er den **Einmarsch der serbischen Truppen psychologisch vorbereitet**. Durch seinen Terror, angesichts der Tatsache eines neuerlichen Balkankrieges, müssen die arbeitenden Massen des griechischen Volkes, vor allem die sozial unterdrückten Bauernmassen, sich die Frage vorlegen, ob sie eine Regierung länger dulden können, welche die Lösung der Agrarfrage zwar verspricht, aber nicht durchführt; die Sicherung des griechischen Bodens aber nicht vorzunehmen vermag, indem sie die fremde Invasion künstlich fördert und die Gefahr hierauf beschwört, daß der Hafen von Saloniki, welcher sicherlich für die Wirtschaft Groß-Griechenlands eine unbedingte Notwendigkeit darstellt, engültig verloren gehe und dadurch eine schwere Schädigung des griechischen Exports herbeigeführt würde. Die griechischen Massen sind an der Entnationalisierung der Fremdvölker in Groß-Griechenland nicht interessiert, wohl aber am Schutze der griechisch-nationalen Minderheiten in den balkanischen Nachbarstaaten. Sie müssen dagegen protestieren, daß eine verfehlte nationale Politik ihre wirklichen nationalen

Interessen gefährdet. Nur im Rahmen der Balkanföderation kann die Frage Salonikis entschieden werden. Wenn **Saloniki als gemeinsamer Freihafen aller Balkanstaaten** proklamiert würde, wäre Griechenland wirtschaftlich nicht geschädigt, Saloniki aber würde einen ungeheuren Aufschwung nehmen können. Solange die mazedonische, wie die übrigen nationalen Fragen des Balkans ungelöst sind, solange die Agrarfrage nicht endgültig zugunsten der arbeitenden Bauern entschieden wurde, ist der Kampf Aller gegen Alle das Schicksal der Balkanvölker. Das griechische Volk muß die Initiative ergreifen, einen **drohenden Balkankrieg zu verhindern**. Nicht wieder, wie im Kampfe um die kleinasiatische Küste sollen die aktivsten Elemente der griechischen Bevölkerung für eine verlorene Sache fallen. Eine Regierung wie die gegenwärtige, kann nur zu

neuen Kriegen führen. Kann nur die Massen der landlosen thessalischen Bauern von ihren eigenen Interessen ablenken, durch kriegerische Außenpolitik, die für die wirklichen nationalen Interessen wertlos ist. Die Zukunft des Panhellenismus liegt nicht in der Beherrschung Südalbanien, nicht in der Unterdrückung der Mazedonier, nicht im gefährlichen Kampfe um das ungrische, aber für Griechenland so wichtige Saloniki. Nur in der Balkanföderation können die nationalen Interessen Panhellas verwirklicht werden. Wenn wir Griechen uns zu dieser Erkenntnis durchringen, müssen wir den aktiven Kampf aufnehmen, gegen den griechischen Diktator, der dem griechischen Volk seine Versprechungen nicht erfüllt und statt der Lösung der Agrarfrage den griechischen Bauern einen neuen Balkankrieg arrangiert — den Kampf um Saloniki.

Melingos.

PARTIE CROATE

Sporazum RR i nacionalno pitanje u Jugoslaviji

Politički život Jugoslavije, od njenog postanka pa na dalje, nosi najjače nacionalno obeležje. Političke borbe pojedinih partija su u stvari nacionalne borbe. Ni u jednoj drugoj državi posle rata nisu nacionalne borbe uzele te razmere niti su u toj meri preokupirale sve političke partije kao što je to slučaj u Jugoslaviji. Nacionalno pitanje je goruće pitanje. Ono je zahtevalo i zahteva svoje rešenje, ali njega vladajuće partije nisu mogle niti će moći da reše.

„Sporazum“ između radikalne stranke i Radićevaca je danas svršen fakat. Mi ćemo se ovde osvrnuti ukratko samo na jedno pitanje: kakav značaj ima ovaj „sporazum“ u pogledu rešenja nacionalnog pitanja u Jugoslaviji. Znači li on rešenje nacionalnog pitanja ili bar jedan korak ka njegovom rešenju? Odgovor na ovo pitanje biće jasan čim se budemo upoznali sa suštinom nacionalnog pitanja u Jugoslaviji i sa suštinom sporazuma RR.

Sta je suština nacionalnog pitanja u Jugoslaviji?

Pre svega, suština svakog nacionalnog pitanja, ma gde se ono pojavilo sastoji se u ekonomskom, političkom i opšte-kulturnom ugnjetavanju jedne nacije od strane druge tuđe, imperialističke nacije, organizovane u svoju državu. Ovo ugnjetavanje od strane vladajuće klase imperialističke nacije izaziva nezadovoljstvo i stavlja u pokret široke narodne slojeve ugnjetene nacije za svoje nacionalno oslobodjenje, za nacionalnu samostalnost. Nosioci pokreta za oslobodjenje su dakle široki slojevi naroda. Tamo gde nema „druge nacije sa svojom državom koja ugnjetava“, nema ni nacionalnog pitanja. Svuda postoji ekonomsko, političko i kulturno ugnjetavanje jednog dela naroda od strane drugog, ali to je čisto socialno, klasno ugnjetavanje a ne nacionalno.

Ovo je opšta definicija suštine nacionalnog pitanja. Kako stoji pitanje u Jugoslaviji? Ko koga tu ugnjetava? U čemu se sastoji to ugnjetavanje? Ko su nosioci nacionalnih pokreta u Jugoslaviji?

Prvo: Ko ugnjetava? Jugoslavija je mnogonacionalitetna država. Na njenoj teritoriji živi više nacija, t. j. više raznih naroda koji se osećaju sposobnim za samostalnim nacionalnim i državnim životom. Država — državna vlast u Jugoslaviji — nalazi se potpuno u rukama srpskih vladajućih partija, t. j. srpske buržoazije. Celokupan policiski aparat, veliki deo sudskog, zakonodavstvo, štampa, prosveta i — što je najvažnije — vojska sa celim oficirskim korom (90% oficira su Srbi, ostalih 10% su posrbljeni ili su takodje Srbi iz drugih pokrajina) dvor sa svojom kamarijom — nalazi se u rukama srpske buržoazije. Ali ne samo da je ovim materijalnim i jako opipljivim sredstvima osigurana vladavina srpske buržoazije, njena srpska država na teritoriji koja se naziva Jugoslavija,

nego je ona zagarantovana i formalno, u vidu Vidovdanskog Ustava. Ovaj ustav garantuje srpskoj buržoaziji punu prevlast: njenu državu i njenu monarhiju.

Kod ovakog stanja stvari nije teško pogoditi ko ugnjetava u Jugoslaviji: ugnjetava srpska buržoazija pomoću svoje države.

Drugo: Ko je ugnjeten? Ugnjetene su sve one nacije, koje su primorane da žive u jednoj državi koja nije njihova, u državi, koja je stvorena nezavisno od njihove volje, koja im je tuđa. Otuda se sve te nacije osećaju potištene, obespravljene, otuda kod njih težnja za nacionalnim oslobodjenjem, nacionalnom samostalnošću i slobodom nacionalnog opredelenja. Te nacije su: hrvatska, slovenačka, makedonska, crnogorska, arbanaska itd.

Treće: U čemu se sastoji ugnjetavanje? Ovo, po našem mišljenju najvažnije pitanje, nije još ni sa koje strane dovoljno i pravilno analizirano, što je naravno moralo imati za posledicu skroz pogrešna i nakaradna shvatanja o nacionalnom pitanju u Jugoslaviji. Naš zadatak nije da ovde detaljno analiziramo to pitanje. Mi ćemo se samo potruditi da bar **ukazemo** na ono što je glavno.

Videli smo da u Jugoslaviji ugnjetava srpska buržoazija pomoću svoje državne organizacije. Ovo ugnjetavanje pogadja Hrvate, Slovence, Makedonce itd. Dali su svi Hrvati, svi Slovenci, svi Makedonci, ugnjeteni **na isti način i u istoj meri**? Sigurno ne! Niti su svi Hrvati ugnjeteni na isti način niti u istoj meri. To važi i za ostale ugnjetene nacije jer ni jedna od njih ne predstavlja homogenu celinu t. j. celinu sa istovetnim interesima u svakom pogledu. Hrvatska i slovenačka buržoazija su ugnjetene na pr. jer su prinudjene da vode konkurentsku borbu sa srpskom buržoazijom koja ima državnu vlast u svojim rukama a koju ove nemaju. U toj borbi nacionalnih buržoazija neosporno da je položaj hrvatske i slovenačke buržoazije mnogo teži, jer nemaju nikakve političke vlasti. Zbog toga su one i ugnjetene, mada su inače ekonomski jače i razvijenije od srpske buržoazije. Otuda težnja hrvatske i slovenačke buržoazije za državnom i nacionalnom samostalnošću.

Često se mislilo i još uvek misli, da se suština nacionalnog pitanja u Jugoslaviji sastoji u konkurentskoj borbi nacionalnih buržoazija. To bi značilo da se i suština nacionalnog ugnjetavanja sastoji u nadmoćnosti srpske buržoazije u konkurentskoj borbi sa hrvatskom i slovenačkom. Nacionalno pitanje dakle u glavnom je stvar buržoazije. Ako se one jednoga dana budu „sporazumele“ i otklonile konkurentsku borbu nestaće i nacionalnog pitanja.

Ovo je međutim skroz pogrešno. Nacionalno pitanje u Jugoslaviji proširuje se daleko iznad sfera interesa buržoazija i obuhvata interese širokih narodnih slojeva. Nacionalno

ugnjetavanje daleko premaša okvir konkurentske borbe nacionalnih buržoazija i zadire duboko u interese masa potištenih nacija koje su poglavita seljačke. Prevlast srpske buržoazije ugrožava najbitnije interese seljaka potištenih nacija, ona sprečava rešenje čitavog niza ekonomskih, političkih i kulturnih pitanja koja se tiču seljaka i gde u prvome redu stoje agrarno pitanje. Nacionalno pitanje u Jugoslaviji mora se svesti na čitav taj kompleks pitanja koja se zajedničkim imenom zovu „seljačko pitanje“ a ne na konkurentsku borbu nacionalnih buržoazija. Konkurentska borba nacionalnih buržoazija može pod danim okolnostima predstavljati jedan deo nacionalnog pitanja ali nikako njegovu suštinu. Ono je u suštini svojoj seljačko pitanje. U Jugoslaviji tako stoji stvar.

Četvrto: Ko su nosioci nacionalnih pokreta u Jugoslaviji? Iz ovoga što je rečeno jasno proizilazi odgovor na ovo pitanje. Nosioci nacionalnih pokreta su one ogromne mase potištenih, koje su na isti način i u istoj meri ugnjetene od strane srpske države i koje su najjače zainteresovane za pravo rešenje nacionalnog pitanja: to su seljačke mase. Pored toga seljačke mase jačinjavaju i ogromnu većinu stanovništva agrarne Jugoslavije.

Posle ovih napomena o nacionalnom pitanju možemo preći na pitanje „sporazuma“ RR.

Šta je upravo suština ovog „sporazuma“? Danas zna i najmanje dete u Jugoslaviji da ono što je omogućilo ovaj „sporazum“, ono što čini njegovu bazu jeste najpunija kapitulacija vodjstva Radićeve stranke. Radićevci su se potpuno odrekli svoga programa, pali na kolena pred srpskom buržoazijom, radikalima i kraljem Aleksandrom. Radikali su najdosljednije istrajali u svome političkom programu, ni za dlaku nisu popustili od svoje politike. Eto to je taj do sada u istoriji nezapamćeni „kompromisni“ način na koji su se radikali i radićevci „sporazumeli“. Ali u Jugoslaviji se sve zove „sporazum“. Tamo je „sporazum“ i to, kad neko nekoga primora da klekne pred njim na kolena, pa ga natera da polži sve ono što je pljuvao i opali mu pored toga još nekoliko šamara.

A upravo takav je „sporazum“ RR. Radikalna stranka i dvor uvidjali su da sve više postaje nemogućom ovakva vladavina kao do sada. Nezadovoljstvo ugnjetenih nacija, poglavito Hrvatske, raslo je svakim danom. One su sve ekstremnije bivale u svojim zahtevima. Parole: pravo za samoopredelenje naroda, republikanski oblik države, radničkoseljaka vlada, federacija s'obodnih balkanskih republika, bivale su sve popularnije i sve su dubljeg korena hvatale u seljačkim i radničkim masama potlačenih nacija. Blagodareći jedino ispisi vanju tih borbenih parola na svojoj zastavi moglo je Radićevo vodjstvo da stekne onu veliku popularnost koju je imalo kod masa pre kapitulacije.

Vladavina srpske buržoazije i monarhije dolazila je ovakvim razvojem situacije u sve kritičniji položaj. Trebalo je vladavinu učvrstiti. Pošlo se putem stvaranja šire baze za nju. Radikalna partija mudrošću staroga zlikovca zna kako

treba početi. Ona hvata za gušu vodjstvo Radićeve stranke. Ovo, pre nego što ga je se i dotakla, pada na kolena, moli, izjavljuje da ono nikada nije mislilo da ozbiljno zastupa interese naroda, da su narod lagali (izjava St. Radića o njegovim govorima u izbornoj borbi) moli za milost, izjavljuje svoju gotovost da će u buduće raditi onako kako radikali i dvor budu hteli. Užasniji primer političke prljavštine, bede, kukavičluka i izdajstva teško da ima u istoriji ma koga drugog naroda. Radikalna stranka postigla je svoj cilj: baza vladavine srpske buržoazije i monarhije proširena je ulaskom radićevaca u vladu. Vodjstvo Radićeve stranke nalazi se u položaju najgoreg sluge srpske buržoazije i monarhije.

Sušтина „sporazuma“ RR sastoji se u potpunom triumfu politike srpske buržoazije i potpunom bankrotstvu vodjstva Radićeve stranke.

Sada nije teško uvideti i kakav značaj ima „sporazum“ RR u pogledu rešenja nacionalnog pitanja. On ne samo da ni iz bliza ne znači rešenje nacionalnog pitanja, nego nije ni najmanji korak ka njegovom rešenju. Naprotiv. Kapitulacija radićevaca i njihov ulazak u vladu znače relativno učvršćivanje vladavine srpske buržoazije i osiguravanje nacionalnog ugnjetavanja. A u učvršćivanju hegemonije srpske buržoazije i osiguravanju nacionalnog ugnjetavanja za celo nije put ka rešenju nacionalnog pitanja. Ko misli da ulazak radićevaca u vladu, njihova četiri ministra, znače deljenje vlasti između radikala i radićevaca, jako se vara. Radikali nisu uzeli radićevce u vladu da sa njima dele vlast, nego da ih iskoriste, da pomoću njih što bolje vladaju. Stvarna moć i sila srpske buržoazije i monarhije, ona materijalna, o kojoj je napred bilo reči, nije ulaskom radićevaca u vladu ni za dlaku smanjena. Nikakav „sporazum“ sa hrvatskom ili bilo kojom buržoazijom neće biti u stanju da otkloni prevlast srpske buržoazije, da smanji njenu stvarnu materijalnu silu, koja se sastoji u njenom državnom aparatu, njenoj vojsci, oficirskom koru i njenoj monarhiji.

Rešenje nacionalnog pitanja leži sasvim na drugoj strani. Ne politika buržoazije, nego revolucionarna borba ugnjetenih naroda rešice nacionalno pitanje u Jugoslaviji. Nacionalno pitanje je kao što smo videli u suštini svojoj seljačko pitanje. Ono svom svojom težinom pritiskuje široke narodne slojeve. Jednim delom ono interesuje i buržoaziju potlačenih nacija. Ali verovati da će se buržoazija tih nacija staviti istinski na čelo borbe za nacionalno oslobodjenje, znači verovati u revolucionarnu ulogu buržoazije u Hrvatskoj, Slovenačkoj itd. To su međjutim, kao što je negde zgodno rečeno, revolucionarne halucinacije. Buržoazije potlačenih nacija ne mogu biti vodje nacionalnog pokreta, one mogu biti samo gurane od tih pokreta, koje stvarno nose, njima upravljaju i vode borbu do kraja, revolucionarne mase seljaka i radnika. Odlučna borba seljačkih masa protiv monarhije, protiv srpskog militarizma, protiv hegemonije srpske buržoazije, borba koju svim silama pomaže i revolucionarno radništvo cele Jugoslavije, jeste jedini put ka pravom rešenju nacionalnog pitanja.

Janko M. Milić

PARTIE BULGARE

Правителството на палачите продължава да избива бжлгарския трудов народ.

От неколку месеци насам ние бием тревога за съдбата на бжлгарския трудов народ. Една глутница от убийци и пладнешки разбойници е обявила безпощадна война на своя народ. Всички по-сбудени работници и селяни са избити, цвета на бжлгарската интелигенция е унищожен. През последните четири месеца само са убити от разни »неотто-

ворни« лица из офицерската среда и македонската върховистка банда, т. е. от правителството на кжрвожадния Цанков три хиляди души бжлгарски работници, селяни и интелигенти. 20.000 души работен свет са подложени на най-грозни инквизиционни мъчения в тъмните и мрачни задани на фашистката диктатура. Неколко стотин хиляди души безработни продължават своето мизерно съществуване. Главорезите Цанков, Вжлков и Сж превърнаха Бжлгария в сжщинска гробница.

Пред нищо не се спират тия кървави кучета. Те продължават своето сатанинско дело. Всеки ден те вършат нови убийства.

През последния месец те извършиха пак маса убийства. Те убиха в Търново, в двора на къщата му, видния общественник и комунистически деятел Никола Габровски; те убиха в София известния лекар Д-р В. Иванов, след като го освободиха от затвора, където беха го държали няколко месеци; те убиха в помещението на държавната болница в Свищов адвоката Мил. Попов, след като военния съд в Русе беше го оправдал; те убиха в Севлиево депутата от земеделския съюз Мар. Попов. Те убиха и продължават да убиват много още хора на труда, незаемащи особено обществено положение; днес в Белградчишко, утре в Карловско, трети ден в Ловчанско, Плевенско, Варненско и де ми още не. Те убиват, убиват!...

Военните съдилища довършват кървавото дело на палачите. Всеки ден нови «разкрития» и самопризнания се правят, нови смъртни присъди се произнасят.

През последния месец се произнесоха в Пловдив 27, София 10, Братца 11, Сливен 10, Хасково 4, Верковица 3 и Варна 33 смъртни присъди. Сега се разглеждат делата на 427 конспиратори в Шумен — за 130 души от тях прокурора иска смъртно наказание, на 12 души конспиратори в София, за 6 души прокурора иска смъртно наказание; разглеждат се делата на младежи — конспиратори в София и Пловдив, на 20 души конспиратори в Самоков, от които 6 души са ученици в педагогическото училище и пр. и пр.

Злодеянията, които правителството на Цанков извърши от като е на власт и особено от 4 месеци насам, предизвикаха възмущението на цела трудяща се България; те предизвикаха възмущението и на работниците и на прогресивното обществено мнение в Европа. Всички комунистически вестници, голем брой социалистически и демократически вестници в Европа осъдиха режима на Цанков, като най-кървав, какъвто света познава.

Въпреки тия възмущения и протести, обаче Цанковата банда продължава да беснее. Тя става все по-арогантна. След като изби в две години 20.000 комунисти и леви земеделци и хвърли в затвора 20.000 работници, селяни и интелигенти, тя почна да обръща погледа си и към тѝ наречената легална опозиция. Тя почна да тероризира нейните представители. И започнаха атентатите и заплашванията на разни адвокати, публицисти, журналисти. Целта, която Цанков преследваше, беше ясна: той искаше да ги тероризира, за да може, несмуцван от никого, да продължи своето кърваво господство.

Така, след като беха малтретирани запитниците на обвиняваните комунисти и леви земеделци в Лом, Плевен и други градове, след като беше хвърлена бомба в дома на Д-р Патев в Бургаз, през последния месец, «неотговорните» фактори хвърлиха бомби в домовете на адвокатите Новаков в Стара Загора, Дим. Х. Генев в Карлово, Желев в Шумен, Казанкалиев в Разград; заплашван и бит е бил адвокат Хр. Дограмаджиев в Сливен, малтретиран е бил в Пловдив адвокат Д-р Танчов; заплашван е бил адвокат Македонски; заплашвани са били в Пловдив адвокатите Начев и Алтжиков, заедно се нахърбили да защитават младежи-конспиратори. Заплашван е бил главния редактор на в Народ Хр. Пунев, сътрудника на в. Епоха проф. Д-р Г. Петков и други журналисти. Вината на тия хора е била, че са се цахърбили да защитават български работници, селяни, интелигенти и младежи, обвинявани в деяния против фашистката власт и че са се осмелили да критикуват делата на убийците.

Властта на Цанков и С^о е престанала да бъде власт, даже и реакционна. Никаква сигурност, никаква гаранция

за живота на хората нема под режима на палачите. Това положение кара да се замислят и най-консервативните слоеве от българското гражданство.

Легалната опозиция е в тревога.

«Обществената съвест е потресена от това, което става днес в България; «неотговорните» фактори разполагат с живота на българските граждани; нито един от атентаторите не е заловен; същинските атентатори на Софийската катедрала и до днес не се знаят, нито има надежда да бъдат некога заловени; заявява органа на радикалната партия.

«Политическите убийства не престават и продължават с един опасен ритъм; те са които заплашват бъдещето спокойствие на страната;» пише в-к Зора, органа на тогочевите милионери, който до сега беше на първо място в концерта на дивите зверове.

«България не може с години да живее във вихъра на кървави буни и на взаимно братско самоизтребление. От 2 години толкова политически убийства се извършиха в България, кого от убийците са заловили до сега властите? Кой от явните на другия метод «опитал се да бега» е наказан? Не се иска голема прозорливост, за да се види къде ще ни изведе тази позорна система, осъдена единородно от съвестта на всички културни народи, се, провиква органа на демократическата партия, чийто шефове до скоро не издигаха глас на протест против вандалите.

«Тежко време, по-тежко и по-слепо от неотдавна преживените режими, наречени мрачни, тиранически; сегашния режим в България е най-беззакопния, най-тиранически и най-кървавия, какъвто страната помни;» заявява лидера на социал-демократите г. Сажъзов, който преди два месеца още намираше, че в България нема фашистка диктатура и че правителството на Цанков не било причина за сегашното положение в страната.

Протестите на легалната опозиция, обаче, не смущават правителството на палачите. Те се заканват. Те заплашват. Те мислят да продължават да управляват. С надменност и самоувереност, шефа на палачите, кървавия професор заявява на правителствения вестник Свободна реч: «Наесен ще преживеят (думата е за легалната опозиция, която очаква смена на правителството и която била определила срок за това Б. К.) сжщите самоизмами. България иска работа, а не политически упражнения и истерии, било на неколцина озлобени журналисти, било на нищожни партияки, които се топят бърже от смислената, упорита дейност на стовора и правителството, което изхожда от него.»

Чрез своите органи в чужбина, като „Wiener Allgemeine Zeitung“, убийците на българския народ цинично заявяват на европейското обществено мнение: «Сегашното правителство се чувства доста силно за да проведе започнатата работа (избиването на недоубитите още некогашни водители на българските работници, селяни и на трудовата интелигенция Б. К.); то представлява най-организираната сила в страната. Никаква промена на правителството не ще настъпи. Най-много, което може да стане, то е да се образува кабинет под шефството на Ляпчев, председателя на Демократическия съговор.»

И така, системата ще продължи. Убийствата ще продължават...

Борбата срещу тия злодеи трябва да продължи с още по-голема енергия. Новсемстни протести ще трябва да се издигнат против кървавите професори и генерали.

«Време е, заявява независимия Виенски лист „Abend“, Европа да направи тигрите и хиените невредими, защото на зверове не се отжъщава; те се унищожават.»

Да, време е, крайно време е да се тури край на това джелатско правителство; крайно време е да се смъкне от власт тая банда, която избива българския народ.

Но империалистична и капиталистична Европа спокойно наблюдава това, което става в Бългрия. За нея е по-важно да може Цанков да плаща. А той плаща. За нея е по-важно да бъдат физически унищожени всички негодни водители на работниците, селяните и трудовата интелигенция. А кой други може по-добре да върши това мръсно дело от Цанков и Вълков?

Обаче, ако империалистична капиталистичка Европа стои безучастна, когато цел един народ се тероризира, измъчва и избива, трудящите се маси в Европа, учените, професорите, писателите и хората на свободните професии не бива да гледат, не могат да гледат равнодушно как всеки ден се избиват мъже, жени и младежи. Тази Европа се възмущава; тя енергично протестира.

Наистина, нейните протести са още слаби за да се наложи на правителствата на големите западно-европейски държави, по чиято милост само Цанковата банда стои на власт в Бългрия; но тия протести трябва да продължат, до като бъде смъкнат тоя позорен за човечеството режим.

И когато протестите в печата, на публични събрания, в парламентите зачестят в повечето страни в Европа и Америка и когато работничеството и прогресивното обществено мнение обяви бойкот на сегашното българско правителство — тогава ще рухне кървавата диктатура в Бългрия и ще се тури край на терзанията и мъченията на българския народ.

Г. Казановски

Политиката на ромънските чокои в Добруджа

В окупираната от Бългрия южна Добруджа, ромънската олигархия еж средствата на един изключителен режим и военно-полицейски терор, прокарва една систематична денационализаторска политика. С едно население от 300 хиляди души, южна Добруджа даде до сега една 40 хилядна емиграция, а това представлява 14 процента от общото население и се явява като ярка илюстрация на царуващия там брутален терор и национално потисничество.

И до ден днешен южна Добруджа се управлява на базата на един специален закон при който правото на сдружения, свобода на словото и печата и каквато и да била обществена дейност са напълно ограничени, бидейки поставени под прямия контрол на сигуранцата.

Всички български училища из селата беха закрити, а и ромънски имаше само тук-там; в градовете беше наложена на тия училища такава програма, че ги превръща почти в ромънски и прави невъзможно по-нататъшното им съществуване. Управлението на църквите биде отнето от български ръце и само в градовете бе допусната смесена служба. Много от българските попове беха под заплашване принудени да емигрират, на други се отне ромънското поданство и беха екстернирани, а един селски поп, обвинен в национализъм, биде смазан от бой в Добричката сигуранца и хвърлен през прозорците на сигуранцата на улицата.

Произволите, безаконията, грабежа на ромънската администрация представляват една мрачна картина, като в завоювана област през време на война, на която населението се третира като военнопленници. Почти официално е въведена средновековната феодална форма за ограбване труда на работниците и селяните. Това е тжй наречената «Ангрия» — реквизиране труда на работните маси, без да им се заплаща, към която властта прибегва при всеки случай. Продуктите на селяните се ограбват или заплащат с предвоенни цени, чрез една постоянна и незаконна реквизиция, вършена особено от военните власти. Тоя широк грабеж, разтрои поминъка на добруджанци, а като се прибави и терора на жандармерията и сигуранцата, става причина за масова емиграция.

Тая емиграция от 1914 г. се извършва и насилствено, по силата на закона за поданството. Според тоя полицейски закон всички добруджанци требаше да докажат своето право на ромънско поданство пред една административно-съдебна комисия, макар това право да им бе признато от мирните договори. В тая комисия решителната дума имаше сигуранцата. На много добруджанци — всичко събудено и борческо, ромънското поданство не бе признато и съгласно тоя закон в 24 часа срок по административен ред, биваха екстернирани в Бългрия, а имотите им се отнемаха и поставяха под секвестър. Под такъв секвестър се намират и до днес имотите, градски и селски, на българските поданици. Това са добруджанци емигрирали в Бългрия по една или друга причина или насилствено прогонени там, съгласно тоя мракобеснически закон.

Най-тежък удар върху добруджанските селски маси бе нанесен с закона за поземелната собственост. Тоя закон, който отхвърли правото на собственост, съгласно действащите до тогава български закони и постави това право на собственост на базата на турското законодателство (закон за земите от 1858 г.) дава абсурдното заключение, че това право е «мирно» — право на ползуване само от земята, а не «мюлк» — абсолютна собственост, и на основание на това ромънската държава, за да признае да селяните правото на абсолютна собственост и ги снабди с ромънски крепостни актове отнема безвъзмездно една третя от техните земи.

Ромънската държава за да наследява правата на турските султани — феодали от 1858 г., требаше да измисли тая юридическа чудовищност и гласува закона от 6 април 1924 година. Скандалят става още по-голям, като се има предвид, че съгласно закона $\frac{1}{3}$ част се отнема от ония владения, стопаните на които могат да докажат своето право на собственост с най-редовни документи. А понеже 30% от селяните немаат никакви крепостни актове и владеят своите земи по така наречената «давност», нещо характерно за селските владения в Бългрия, или ижк притежават частни и неофициални документи, то съгласно тоя закон, земите на тая категория ще бъдат напълно и изцело отнети. По пригалането на тоя закон работят усилено административно-съдебни комисии. Отнетите земи минават веднага по административен ред във владение на държавата. Тоя закон предвижда още кадастър на имотите и експроприация на големите поземелни владения, които ще стане на базата на действующия за цела Ромъния закон за аграрната реформа. Обаче, за Добруджа нормата на тая експроприация не е още определена; във всеки случай тя ще бъде много по-ниска от тая в старото кралство.

Законът за собствеността съставлява основата на която ромънската олигархия изгражда своята колонизационна политика в южна Добруджа. Държавата, след като отне общинските, училищни и черковни поземелни владения и с масовата експроприация на земите на селяните чрез тоя неподобен закон, стана владетел на голема площ земя, започна да настанява там колонизационни елементи от вътрешността на Ромъния и купоблази емигранти от гръцка Македония. Предстояще е колонизирането на нови 2000 семейства емигрирали от Македония. От тия колонизационни елементи ромънската олигархия създаде нови форми на своя потиснически апарат — в градовете фашистки организации, а в селата постоянна селска полиция и като раздухва националните вражди, тя ще се старае да прокара напълно своята денационализаторска политика в южна Добруджа.

Тая безогледна политика на ромънската олигархия и особено масовата експроприация на земите на селяните създаде безпорно едно широко негодувание между населението. На някои места седемте погречи на комисии и не им позволиха да прилагат тоя варварски закон. Обаче

»предвидливата« власт още с учредяването на комисииите, бе засилила войсковите и жандармерийски части. И за да се осигури успешната работа на комисииите, ромжнските чокои създадоха гнусната провокация, че в Добруджа били разкрити болшевишки организации и намерени складове за оръжие; през м. март т. г. ромжнските власти предприеха масови арести в с. Малко Кайнарджа. Целото село, мъже, жени и деца, беха подложени на жестоки изтезания. Арестите се разшириха и обхванаха повече от 10 села. Беха арестувани над 500 души, няколко от селяните измреха от нанесените им побоища и до днес 60 души се намират още в ромжнските затвори. С терор и насилия се все страх между населението и така се осигури приложението на закона за собствеността. Това бе един опит да се устрои по подобие на Бесарабия едно Татарбунарско клане — и прокара денационализаторската политика на ромжнските чокои в южна Добруджа.

Напълно обезправени, хвърлени в едно тежко економическо робство, хайдушки ограбени, добруджанци бързо изживяха своите илюзии за съвестта на хуманна Европа, за договорите за покровителство на малцинствата, за възможното вмешателство на Лигата на Народите, това гнездо на световните потисници. А от Цанкова, който при визитата си в Букурещ, се задоволи само да третира »големата болшевишка опасност« да урежда тесно военно и полицейско-сжтрудничество, добруджанци получиха като подарък учредяването на нова специална сигуранца по черноморското крайбрежие, която се яви нов тормоз за тях, а за Цанкова — премахване на несжществуващата опасност: да не би некак болшевиките да пренасят оръжие през Добруджа в Бжлгария. Сега жтицата на добруджанци се ясно очертават.

Право на самоопределение на Добруджа, това е лозунга, който обединява добруджанските маси и не е далеч деня когато те ще се наредят смело в борбата на потиснатите балкански народи, за осжществяването на Балканската Федеративна Република, единствената джржавна форма, в която Добруджа ще добие своето економическо и политическо освобождение.

Към тая борба неотклонно и систематично ги тласка варварския режим на ромжнските чокои в Добруджа.

8 Август 1925 г.

Добруджански.

Положението на гржцките бежанци

(Кореспонденция от Солун.)

Гржцко-турската война от 1922 г., която се свърши с поражението на панелинистичната идея и беше един чувствителен удар за английския империализъм, беше цела катастрофа за гржците в Мала Азия и Източна Тракия.

Големи бежански маси вжрвяха след армията на бжлгароубиеца Константин.

Техния брой е над един милион. Немили — недраги те скитат из македонските и тракийски полета.

Те са неканени гости за гржцката буржуазия, макар и да са жертва на нейната авантюристична и империалистична политика.

За една малка джржава, с пет милионно население, те сжставляват внушителна цифра. За това и всички правителства, които, от три години насам, са се изредили на власт в Гжрция, са принудени да се занимават с положението на бежанците. Като хора, отжжнати от своята среда, дошли в Гжрция без никакви средства, те можаха да бждат настанени главно при сждействието на властта. Тя беше принудена да ги настани, защото те можаха да представляват сериозна опасност за господството на буржуазията. И тя ги настаняваше . . . Това ставаше главно за сметка на местното население. Особено в Македония, бежанците беха настанени в села и кжци, принадлежащи на бжлгари и турци, изгонени

от своите места, макар и да имаше големи пространства необработени полета и много земи, принадлежащи на едрите землевладелци, черквите, манастирите и вакжфите, които можаха да се дадат на тях. Отнеха се дюкяните и земите на турци и бжлгари за да се дадат на бежанците. Нема селска кжца в Македония, принадлежаща на турци и бжлгари — неизгонени още от там — и на евреи, в която да не са настанени бежанци. От тук се появиха и големи конфликти между местните жители, безразлично от каква националност са те, от една страна и бежанците от друга. В тия конфликти властта взимаше почти всекога страната на бежанците и нейни органи даже ги поощряваха; по тоя начин тя сметаше, че по-лесно ще може да прогони местното бжлгарско и турско население и ще привлече на своя страна бежанците. Положението на местното население стана много тежко. Както казахме и по-горе, понеже бежанците представляваха една внушителна маса, която требваше да се спечели или поне да се неутрализира, за това именно разните политически партии се представяха като техни приятели и се стараеха да облекчат техното положение. От три години насам гржцките правителства, при пжлната подкрепа на всички буржуазни партии, изразходват значителни суми за тях. Те отпуснаха големи суми, сключиха и един международен заем, за да снабдят бежанците с жилища, земя, инвентар и кредит.

Комисията по настаняването на бежанците напоследък е публикувала сведения за изразходваните суми за техното настаняване. До сега са изразходвани около 2500 мил. драхми за постройка на кжци, снабдяване с земя, инвентар, отпускане кредит за занаятчиите и пр. В сравнение със средствата, отпуснати от правителството на Цанков за настаняването на македонските бежанци в Бжлгария, тия суми могат да се видят много, но в сравнение нуждите на един и половина милиона бежанци, това е капка в море.

Обаче, каквито мерки и да взимат правителствата, каквито обещания и да дават разните политически агитатори, бежанците в новото си отечество нема да се чувствуват така както си беха у дома.

Гжрция на капиталистите, bankerите и спекулантите не може да намери нуждните средства за да направи живота на бежанците сносен. При сегашната финансова и економическа криза на джржавата, нито правителството на Микалакопулос, нито това на Пангалос не са в сжстояние да намерят тия средства — няколко десетки милиарди драхми, освен ако се отречат от себе си.

Бежанската проблема ще продължава да играе важна роля в политическия и стопански живот на Гжрция. Гжрция на Михалакопулосовци и Пангалосовци не е в сжстояние да я разреши. Тия от бежанците, които сега тичат след разните демагози и политически шарлатани, които им обещаваат земята, дюкяните и кжците на бжлгарските и турските селяни и занаятчи, скоро ще се убедят, че не в борбата със своите братя от другите националности те ще намерят своето щастие а солидарно с тях, в борба против народните угнетители.

Само една власт на трудящите се маси, при пжлно гарантиране правата на всички националности, която не ще се бои да вземе нуждните средства от тия, които са натрупали своите богатства на гжрба на народа, само една власт, която ще отчужди земите не на бедния бжлгарски и турски селянин, а на джржавата, едрите землевладелци, манастирите и вакжфите — само при установяването на една власт на трудящите се маси в Гжрция и на Балканите, при Балканската Федеративна Република, бежанската проблема в Гжрция ще може радикално да се разреши.

При Балканската Федерация ще може да се разреши и проблемата на арменските бежанци, които се намират в Гжрция, както и тази на малоазиятските черкези, които са сведени до ролята на жандари на гржцките чорбаджии, спекуланти и фашистки диктатори.

А. Перидис

Из дейността на агентите на кърволока Цанков

Агентите на кървавия професор Цанков се беха разтичали от известно време да основават тук студентско югославянско дружество, членове на което ще се рекрутират из средата на българските и сръбохърватски студенти. След като правиха няколко съвместни заседания със студенти от споменатите народности, изработиха един проекто-устав, който на 20 юли т. г. бе предложен на събранието да го разгледа, коригира и гласува. В устава се предвиждаше образуването на такива дружества и в София и Белград, общата цел на които е да работят за сближението на българския и сръбски народи, за образуването на една велика Югославянска държава на Балканите. Забележете добре, велика югославянска държава на Балканите, игнорирайки останалите народи, населяващи Балканския полуостров, като македонци, гърци, турци, албанци, ромъни, евреи и други.

След като устава бе разгледан и гласуван от събранието, внезапно дебатите взеха нервен и остър характер — обрат, който стана причина устава да бъде изоставен за сега; събранието реши, щото през м. октомври, когато всичките студенти се приберат в Париж, да бъде сложен отново на разглеждане тоя въпрос. А за сега се избра една временна комисия, която да проучи, колко и какви студенти има в Париж.

Нека забележа, че отлагането на тоя въпрос за октомври съвсем не влизаше в сметките на българските фашисти и те правеха отчаяни усилия, щото устава да влезе в сила и се започне веднага сериозна работа.

Попълзновеността и задкулисните игри на българските фашисти са ясни и те не ще могат никого да заблудят. Тук се касае да се уякчат разклатените позиции и избави от разгромяване правителството на палача Цанков.

PARTIE SERBE

Наша годишњица

»Балканска Федерација« ступа у другу годину свога живота.

Целу годину је провела у борби.

Са поносом можемо рећи, да је испунила онај задатак, који је себи за то време поставила.

Она је пробудила нове наде у радном народу и међу потиштеним нацијама Балкана. Погледи револуционара сељака, радника и интелигената на Балкану бежу окренути према њој.

Она је водила енергичну борбу за њихова права.

У »Балканској Федерацији« био је најпре објављен историски манифест централног комитета У. М. Р. О. за независност македонског револуционарног покрета и за безобзирну борбу против народних тлачитеља у Бугарској, Југославији, Грчкој, Румунији и Албанији. Истина, два члана тога комитета одрекли су се тога манифеста, али принципи, који су изнети у њему постадоше програм македонског ослободилачког покрета.

У »Балканској Федерацији« био је сарадник Ст. Радић, који је био потпуно солидаран са програмом ослободитељског покрета на Балкану — права народа на самоопредељење. И Ст. Радић одрекао се је својих принципа, али то неће спречити хрватски сељачки народ, да напусти свога вођу и да поведе борбу у исто време и против Пашића и против њега самог.

У »Балканској Федерацији« оцртана је права физиономија македонских издајника (Протогеров и Ив. Михайлов)

Разбира се, всичко това ще бѝде пак за сметка на македонски и български народи и то точно по типа на покойника Стамболийски. Напразни са, обаче, усилията на кървавите професори и генерали да задържат своите разклатени позиции.

Въпреки всичко, техния крах е неизбежен и колкото повече те се стремят да го избегнат, толкова по-страшен ще бѝде той за тях.

Париж, 29. юли 1925 г.

Протест*)

В черната листа на жертвите на българската бела отвратителна реакция, трябва да се впише още една велика душа:

Тодор Паница!

Неуморим борец против тираните — за братството между балканските народи — Паница падна убит от куршумите на кървавия професор и неговия колега по престъпления бѝдлация »цар« на Македония, генерал Протогеров.

Македонската Федеративна Група в Париж високо протестира против това подло убийство.

Ние не апелираме към старата западна цивилизация, която, равнодушна или съжучастница, е отговорна за убийствата и изтезанията вършени от бандитите в София.

Ние апелираме към работническата класа и честните интелигенти в света за да турят край на сжлзите и накажат палачите.

Париж м. Юли 1925

Македонска Федеративна Група в Париж.

*) Заб. Горния протест, изпратен със специално писмо от Македонската Федеративна Група в Париж, с удоволствие поместваме в нашия вестник.

Редакцията.

оруѝа бугарских фашистичких диктатора, и плаћеника и ренегата (Ст. Мишев и Пандуреки) оруѝа српске реакције.

»Балканска Федерација« је изнела злодела Цанкова и у њој је вођена велика кампања против крвавог режима у Бугарској; у њој је раскринкан бели терор Пашића и насилије, које пате народи у Југославији; у њима је описан страшни режим бојара и антисемита у Румунији. У »Балканској Федерацији« откривено је право лице грчке буржоазије и војне лиге, она је подробно приказала борбу албанске интелигенције и радног народа против издајника Албаније Ахмед Зогу-а.

»Балканска Федерација« донела је низ написа, у којима је изнесена политика западно-европских империјалистичких држава на Балкану и показала став, који треба да узму балкански народи према њима.

У »Балканској Федерацији« упорно је вођена енергична кампања против садањих власника у Југославији и са неборивим доказима изнесени су њихови злочини и њихова одговорност за светски империјалистички рат.

Балканска реакција је застрашена нашим смелим језиком, који избличава.

Она је покушала да га угуши.

Послужила се реакционарном штампом у иностранству да нас дискредитира.

Употребила је све да се наш лист забрани и да његови уредници буду протерани из Аустрије. Али им није успело.

У тој нашој борби изгубили смо много драгоцених и тешких жртава.

Падосе: Димо Х. Димов, Чуд. Кантарџијев, Ал. Бујинов, Методије Алексијев и стотине других честитих македонских револуционара у Бугарској и у Македонији под влашћу Цанкова.

Преступна македонска мафија убила је велике македонске револуционаре, П. Чаујева у Милану и Т. Паницу у Бечу.

Убијени су Зиа Дибра, Гуракуки, Бајрам Цур и стотину других храбрих албанских револуционара.

Али то нам неће одузети смелост.

Ми ћемо да продужимо нашу борбу, ми ћемо и даље чувати позиције, које смо заузели. Продужимо борбу и устрајаћемо док не победи идеја, коју је »Балканска Федерација« себи поставила, јер знамо, да је пут који смо изабрали једини правилан, и јер знамо, да се само једном јуначком и часном борбом може остварити Федерација Балканских Народа.

Редакција »Балканске Федерације«

Расцеп у ХСС

Изјаве дисидената

После свршеног споразума и образовања Радић-Радикалне владе у Југославији, Радићева се партија поцепала. До сада је истуило из клуба ХСС пет народних посланика: **Стеван Уројић, Иво Трајановић, Стјепан Бућ, Мате Јагатић и Кукелј**. Они су се одлучно изјаснили против садање политичке линије Стјепана Радића и остају верни старом републиканском програму Хрватске Републиканске Сельачке Странке. Тројица од њих дали су југословенској јавности следеће изјаве:

Ја се не слажем са владином декларацијом, нити са досадашњим радом вођства Сельачког Клуба, већ све то сматрам срамном капитулацијом. Примом сам из народа многа писма у којима моји бирачи и организације мога округа најкатегоричније осуђују садашњу политику ХСС. Ради тога сам заказао састанак мојих бирача, на којем ћу реферисати о политичкој ситуацији и држању вођства. Радићу једино по упутама мојих бирача и уверен сам да ће ми они дати пуно поверење, јер нико не може да се сложи са садашњом политиком г. Стјепана Радића.

Иво Трајановић
нар. посланик

Ја сам спадао у оне људе за које се говорило да су најоданији господину Радићу. Подупирао сам његову политику све докле док она није дошла у сукоб са животним интересима хрватскога народа и такође са мојим достојанством као човека. Ми смо пре избора рекли: да не требамо прогласа. Наш програм је наш изборни програм. Народ је дао поверење своме програму а не г. Радићу нити мени лично. А сада, након затвора г. Радић је дошао да образложи да се тај програм мора напустити, и да се то не чини из тактичких разлога већ из начелно политичких, т. ј. да отпочиње рад по новоме програму. Чим је г. Радић дошао до тога ја га више не могу следити јер ова нова политика значи потпуну капитулацију. Она значи више, и гора је него она 1. децембра 1919. године. Значи најпре напустити право народног опредељења и онда бацити се у раље (жабокочина) најдубој балканској реакцији. Све је то у темељитој опреци са нашим програмом. Као печат свега тога дошла је владина декларација. Четири наша министра у влади који дају ту декларацију, потпуно су слуге радикалне партије и овисе само о њезиној милости тако да народу од тога неће бити готово ни мало помоћи. Г. С. Ра-

дић изјављује да ће да ради на социјалним стварима. Па то је глупост, јер се ниједно социјално питање не може решити прије, док се не реше капитална политичка, јер стоје у тесној вези.

Ми ћемо изаћи пред хрватски народ, па нека он суди, а он ће поносат на се и на своју прошлост кривце осудити. Ја као Далматинац увјерен сам, да ће цијела Далмација исто тако осудити рад данашњег вођства ХСС као и читави хрватски народ који већ води бригу о својој судбини.

Стјепан Бућ

Пуних шест година борили смо се уз републиканску странку, а све на једном истом програму и за финансиску и економску самосталност Хрватске, нарочито увек истичући сједињење Далмације са Хрватском. Са том памисли окупили смо се у ХРСС, да извојемо хрватском народу положај који њему доликује. Али након говора г. Шуперине од 26 марта 1925. г. радикали су уверени да је немогућа капитулација ХРСС и то најавили су, да су они за тобожњи споразум. Ја нисам могао веровати да ће иза онога терора и обзанае доћи до споразума, и жао ми је што се у својој сумњи и веровању нисам преварио. Ово што је Радић учинио није споразум српског и хрватског народа, него срамна капитулација, пред радикалном партијом. Ми као народни посланици то нисмо смели учинити и нисмо смели брисати хрватског народа са земље, а да га г. Радић хоће брисати јасно се види из владине декларације, јер се тамо спомињу два дела једног народа Срби су већина и за годину дана може се рећи да су два дела српског народа. Пошто нисмо смели тако срамно капитулирати, ја сам пре три дана уповорио другове у клубу да за оно што г. Радић ради немамо ни ми ни г. Радић овлашћење од народа. На синоћној седници позвао сам и моја три друга да се изјаснимо да ли се слажемо са садашњом новом политиком странке. Ми смо онда изјавили да се не слажемо, а с обзиром на програм у коме се јасно каже да сва она питања која се тичу животних потреба хрватског народа имају доћи пред народно гласовање т. ј. у овом случају пред референдум организација. С обзиром на ту тачку нашег програма ја сам предложио да се питање нове политике изнесе пред организацију.

Позвао сам које колеге а нарочито г. Ст. Радића, ако се још неколико држи програма, нека то што они зову споразумом, а ја зовем капитулацијом изнесу пред хрватски народ, јер ово не само да се тиче животних потреба народа него се тиче и опстанка његовог. Мој предлог г. Радић је одбио, истичући да народни посланик није одговоран бирачима, већ њему, јер их је он кандидирао. И зато он сматра да смо ми дужни само њему полагаати рачуна о свом раду, а кад евентуално затражи мандат и њега му положити. Ја сам тада изјавио да је мене народ бирао, и да смо ми једино пред народом одговорни, и да је народ једини у стању да нам одузме мандат. Тада се је Ст. Радић ражестио и позвао нас да у року од осам дана имадемо положити писмено њему на руке мандате, а оне оставке које би упутили Народној Скупштини морали би донети да он прегледа.

Након ових речи г. Радића ја и моји другови позвати смо да оставимо Сельачки Клуб што смо и учинили.

Ми ћемо за своја дела мирне савести положити рачун само хрватском народу, а г. Радић и његова фамилијарна околина носеће срамне последице и пред народом и у историји за издају народних интереса. Народ је свесан, народ ће га осудити, народ је уз нас.

Стеван Уројић